

CA 1 IA 59

I 54

Vol. 19, #4

STORAGE

561/G/109

INDIAN NEWS

Vol. 19 No. 4

Indian and Eskimo Affairs Program

CA 1 IA 59 I 54

V. >

a 31187 011752258b

ISSN 0019-6029

Canadians smug - MP

OTTAWA (CP) — "Canadians have no right to be smugly critical of discrimination in other countries when Canadian Indians are denied basic human rights", Flora MacDonald said.

Miss MacDonald, (PC-Kingston and the Islands) was speaking in the Commons in support of a motion that a special Parliamentary Committee be set up to study the century-old Indian Act.

"The committee would enhance our credibility as a nation concerned with human rights," she said, adding that it might also help convince Canada's native people that Parliament has some understanding of their needs.

Miss MacDonald said the Indian Act was drawn up when "assimilation was the name of the game" between the lines she said, "is the unwritten desire to have the native people quietly and submissively accept white values and a white way of life."

The motion was easily defeated 101-to-60 by the Liberals.

Liberals said the government has already established a number of organizations to investigate and work on the area of Indian rights and improvement of native opportunities.

"The Indian Act represented and continues to represent interference by the Federal Government," said Miss MacDonald. She said the

legislation, last amended in 1951, is so full of discriminatory provisions that MPs would be shocked if they read the act clause-by-clause.

She said the act is written in such tortuous English that most English-speaking Canadians would have difficulty understanding it.

The vast majority of Indians have never seen the legislation, nor would they comprehend it if they did, Miss MacDonald added. "Indians are in ignorance of the very act which directly affects them and were ignored in its drafting."

She recalled a conversation she once had with an Indian woman from Caughnawaga reserve near Montreal. The woman who had been stripped of her Indian status because she had married a white man — one of the provisions of the Indian Act — had said, "it is easier for dogs to be buried on this reserve than for me, a full-blooded Indian."

Under one section of the Act, an Indian woman loses her Indian status as well as her right to live on the reserve, own property on it, call her children Indian, inherit Indian land and be buried on a reserve when she marries a white man.



—Photo by Gilbert Oskaboose

Indians taxable - court

The Federal Court has ruled that an Indian who lives on a reserve must pay federal income tax on monies earned off the reserve.

Russell Snow of Caughnawaga is one of the many Indians who earn their living off the reserve. Working in both Canada and the United States,

he did not claim his earnings on his tax return.

Ordered by national revenue to pay taxes on those earnings, Snow appealed to the tax review board and lost. His next appeal was to the Federal Court.

As well as being a blow to Snow, the ruling will affect the National Indian Brotherhood (NIB) which is also engaged in an income tax battle with the revenue department. They are fighting a revenue department ruling that they (NIB) deduct income tax from their Indian employees.

An Indian's personal property on the reserve is not taxable and like many others, Snow argues that an Indian's wages, regardless of where they are earned, are personal property and not taxable.

An Ontario Indian reserve company, Gull Bay Development Corporation, that has an off-reserve logging operation faces the same situation. Logging employees work outside the reserve but are paid at the head office which is on the reserve. The government says that they must pay income tax.

The decision will, in all probability, be used as a precedent for all status Indians who live on the reserve but are employed off-reserve.

The Song my paddle Sings

People in the Ottawa-Hull area were given the rare opportunity this summer of seeing the step-by-step construction of a birch-bark canoe. Helping keep the old ways alive are traditional Algonquin chief Bill Commanda and his wife Mary.

. . . bloody, lying country

Ahenakew raps country

Valleyview, Alberta (CP) — A blast of prairie radicalism swept through deliberations at the annual Indian Association of Alberta meeting.

"Canada is a bloody, lying country," said David Ahenakew, chief of the Federation of Saskatchewan Indians.

"Canadians couldn't give a . . . about Indians or about their treaty rights. Canada owes us for its very twisted fraudulent existence."

"We are faced with racial conflict in this country and it's coming on very fast."

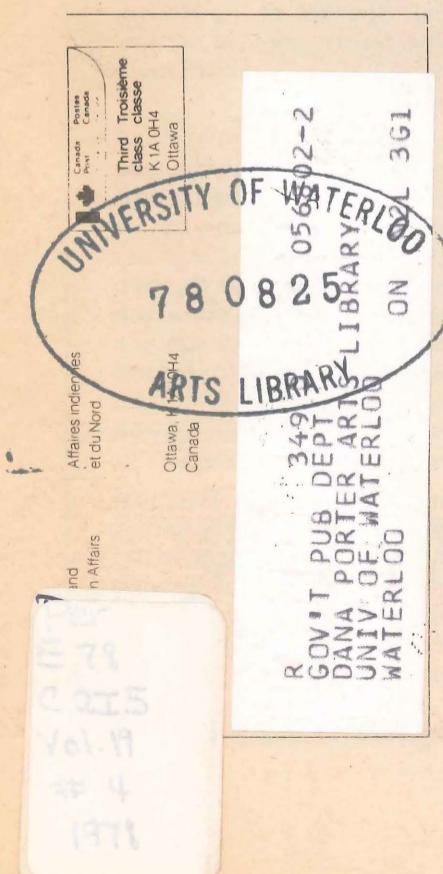
Faced with poverty and death, young Indians are becoming militant, Ahenakew said, adding that he does not blame them.

"Young children are saying if I'm

going to die, I'm going to take someone with me," he said.



(continued on page 2)



NOUVELLES INDIENNES

Vol. 19 No. 4

ISSN 0019-6029

La poutre dans l'oeil

OTTAWA (PC) — "Les Canadiens n'ont pas le droit de critiquer sur un ton suffisant les pratiques discriminatoires d'autres pays lorsque les Indiens du Canada sont privés des droits élémentaires", a déclaré Mlle Flora MacDonald.

Mlle MacDonald (PC-Kingston et les îles) prenait la parole à la Chambre des communes à l'appui d'une motion voulant qu'un comité parlementaire spécial soit formé en vue d'étudier la Loi sur les Indiens, qui est centenaire.

"Ce comité nous donnerait une plus grande crédibilité en tant que nation qui s'intéresse aux droits de la personne", a-t-elle affirmé, en ajoutant qu'il contribuerait peut-être également à convaincre les Autochtones du Canada que le Parlement est conscient de leurs besoins.

Mlle MacDonald a déclaré que la Loi sur les Indiens avait été rédigée à une époque où "l'assimilation était la règle du jeu". "Entre les lignes, elle dit, est inscrite la volonté tacite de voir les Autochtones accepter paisiblement et docilement les valeurs et le mode de vie des Blancs."

Les libéraux ont facilement rejeté la motion par 101 voix contre 60. Ils ont affirmé que le Gouvernement avait déjà établi un certain nombre d'organismes chargés d'enquêter sur les droits des Indiens et l'amélioration des possibilités offertes aux Autochtones.

"La Loi sur les Indiens a été, et demeure, une ingérence du gouvernement fédéral", a dit Mlle MacDonald, qui a ajouté que cette Loi, modifiée pour la dernière fois en 1951, renferme un si grand nombre de dispositions discriminatoires que les députés seraient choqués s'ils en lisaien tous les articles.

Elle a déclaré que la loi est rédigée dans un anglais si alambiqué que la plupart des Canadiens anglophones auraient de la difficulté à la comprendre.

La grande majorité des Indiens n'ont jamais lu la Loi, et ne la comprendraient pas s'ils la lisaien, a ajouté Mlle MacDonald. "Les Indiens ignorent la Loi même qui les touche directement et on n'a pas tenu compte de leur point de vue lors de la rédaction de celle-ci."

Elle a rappelé une conversation qu'elle avait eue avec une Indienne de la réserve de Caughnawaga, près de Montréal. Cette femme, qui s'était vu retirer son statut d'Indienne parce qu'elle avait épousé un Blanc avait dit: "Il est plus facile pour un chien d'être enterré sur cette réserve que pour moi, une authentique Indienne".

En vertu d'un article de la Loi, une Indienne qui épouse un Blanc perd son statut d'Indienne de même que son droit d'habiter la réserve, d'y avoir une propriété, de considérer ses enfants comme des Indiens, d'hériter d'une terre indienne et d'être enterrée dans une réserve.



Photo: Gilbert Oskaboose

Il faut payer l'impôt sur le revenu extérieur

La Cour fédérale a décrété qu'un Indien qui habite une réserve doit payer l'impôt fédéral sur le revenu gagné hors de la réserve.

M. Russell Snow, de Caughnawaga, est l'un des nombreux Indiens qui gagnent leur vie hors réserve. Travaillant à la fois au Canada et aux États-Unis, il n'a pas déclaré ses revenus dans son rapport d'impôt.

Ayant reçu l'ordre de Revenu Canada de payer l'impôt sur ces gains, M. Snow en a appelé à la Commission de révisions de l'impôt et a perdu sa cause. Il s'est ensuite adressé à la Cour fédérale.

En plus d'être un dur coup pour M. Snow, cette décision touchera la Fraternité des Indiens du Canada (FIC) qui, elle aussi, livre bataille au ministère du Revenu sur le sujet de l'impôt sur le revenu. La FIC en appelle d'une décision du ministère du Revenu qui lui ordonne de déduire l'impôt sur le revenu de ses employés Indiens.

Les biens personnels des Indiens dans les réserves ne sont pas imposables et, comme beaucoup

d'autres, M. Snow estime que les gains d'un Indien, peu importe où il les a obtenus, sont sa propriété personnelle et, par conséquent, non imposables.

A l'appui de cette décision, le juge Frank Collier dit qu'il ne peut pas accepter l'argument voulant que le revenu de M. Snow gagné hors réserve soit un bien personnel situé dans la réserve.

Une société appartenant à une réserve indienne de l'Ontario, la *Gull Bay Development Corporation*, qui exploite une entreprise de sciage à l'extérieur de la réserve se retrouve dans une situation similaire. Les employés de la compagnie travaillent à l'extérieur de la réserve mais touchent leur salaire au bureau chef qui est situé dans la réserve. Le gouvernement dit qu'ils doivent payer des impôts sur leurs revenus.

Il est fort probable que, dans l'avenir, cette décision serve de précédent pour tous les Indiens inscrits qui vivent dans la réserve mais qui travaillent à l'extérieur.

Il fait survivre la tradition

Le chef algonquin Bill Commanda et son épouse Mary ont retenu l'attention de nombreux Canadiens et visiteurs étrangers dans la capitale nationale en construisant sous leurs yeux et selon la tradition indienne, un magnifique canot d'écorce.

"Un pays de menteurs"

- Ahenakew

Valleyview, Alberta (PC) — Un vent de radicalisme a soufflé au cours des délibérations de l'assemblée annuelle de l'Association des Indiens de l'Alberta.

"Le Canada est un pays de menteurs," a déclaré David Ahenakew, chef de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan.

"Les Canadiens ne se préoccupent guère des Indiens et des droits qui leur ont été consentis par des traités. Le Canada nous doit sa propre existence, si fausse et frauduleuse soit-elle."

"Nous aurons bientôt à faire face à un conflit racial dans ce pays."

"La pauvreté et la mort rendent les jeunes Indiens militants dit M. Ahenakew, ajoutant qu'il ne les en blâme pas."

"Les jeunes se disent que, s'ils doivent mourir, ils doivent se faire accompagner dans la mort," dit-il.

M. Ahenakew, qui dirige l'organisation des Indiens de la Saskatchewan depuis 10 ans, a félicité la bande indienne Peigan pour l'action militante qu'elle a prise récemment (suite à la page 4)

a 31187 0117522586

Cree and Inuit control own education

Quebec City, June 26, 1978 — The Cree Indians of James Bay and the Inuit of New Quebec have now assumed responsibility in all matters regarding education within their territory.

As of July 1, the newly-created Cree School Board and Kativik School Board, made up of Cree and Inuit commissioners respectively, will oversee the education of the 11,000 native people who live in a region larger than any other Canadian province.

The Cree and Kativik school boards, sanctioned under Act no. 2 passed by Quebec National Assembly on June 8, 1978, will have jurisdiction and responsibility for elementary and secondary education as well as adult education.

The creation of these two new school bodies was provided for under the James Bay and Northern Quebec Agreement. They will have the same responsibilities as any other school board in Quebec, with the exception of taxation powers since funding will be provided by Ottawa and Quebec.

All teachers and principals currently employed by the Public Service will be given priority in staff hiring. The Agreement also stipulates that all school buildings, facilities, residences and equipment belonging to Quebec and Canada will be transferred or leased to the two school boards at nominal cost.

The Department of Indian and Northern Affairs and the Nouveau-

Quebec School Commission will therefore no longer be involved in the operation of Cree and Inuit schools, in accordance with the wishes of these native groups who now want to have control over their own social, economic and cultural affairs.

THE CREE SCHOOL BOARD

Population:

6,500, including 2,400 students
Eight communities:

Fort George, Paint Hills, East Main, Rupert House, Was-wamipi, Mistassini, Great Whale River and Nemaska.

The Cree School Board was created in the fall of 1976 and is made up of eight commissioners appointed by or elected from each of the Cree communities as well as a commissioner designated by the Grand Council of the Cree. The period since then has therefore been one of transition, implementation and training. Moreover, for several years now, thanks to the Department's decentralization policy, the Cree Indian Bands have gradually been taking over programs and have been managing close to one million dollars annually. The school committees made up of residents from each community, have been dealing with matters regarding instruction, school maintenance, pupil and student transportation and residences. They also have been helping to establish the school calendar and advising the Department on the needs and aspirations of native people

concerning education in general.

The use of the Cree language in schools is being promoted. Sixty-five of the one hundred teachers in the district are Indian and teach in the Cree language. They took part in a training program set up in 1972 by the Department of Indian and Northern Affairs, the University of Quebec at Chicoutimi and the Quebec Department of Education. The new Cree School Board plans to further efforts aimed at preserving and promoting Indian culture in schools.

In addition to its jurisdiction over elementary, secondary and adult education, the Cree School Board has the authority to conclude agreements with other school boards or universities. At the secondary level this year, more than one hundred Indian students attended schools in Hull, Senne-terre and Val-d'Or. Furthermore, the Cree School Board will take over administration of the seven federal elementary schools (including one at Fort George where the secondary level is already developed) and the three provincial elementary schools now in the district.

Until now, the Department of Indian and Northern Affairs was the first to become involved in education in the James Bay region. The federal budget for the 1977-1978 school year was \$5,625,000.00. As of July 1, the Cree School Board will be fully responsible for financial management. The Federal government will

contribute seventy-five percent of the total budget, the remainder to be paid by the province of Quebec.

There are some 4,500 Inuit in fifteen communities located in New Quebec north of the 55th parallel. Two thousand young native students, representing nearly half of this population, will attend school next September.

As of July 1, the Kativik School Board will have complete authority over twenty-one schools, that, until now, had belonged either to the federal government (eight in all) or to Quebec (thirteen).

The Inuit's native language of Inuktitut will be taught the first few years of elementary school. The commissioners and the parents' committees will determine the rate at which French or English, depending on the community, is introduced as a language of instruction. The purpose of this is to allow young Inuit to pursue their studies in schools in the south if they so desire.

Headquarters of the Kativik School Board are located at Dorval where an Inuit high school will open this September. In 1977-1978 fifty high school students attended schools in Ottawa and Winnipeg. There are one hundred and ten teachers in the Kativik School Board, sixty of which are Inuit. The school board's funding is provided by Ottawa (twenty-five percent) and by Quebec (seventy-five percent).

Judge denounces jail

MANITOULIN ISLAND, ONT. — "Conditions in a Manitoulin Island police cell are worse than it was in the Bergen-Belsen nazi concentration camp."

Judge Stanton Hogg made this comment after a trial in which he heard that 14 men had once been lodged in a 5 by 7-foot cell operated by the eight-member Manitowaning detachment of the Ontario Provincial Police.

A copy of his remarks, a sketch of the jail and letter has been sent to Attorney General Roy McMurtry by Judge Hogg who was serving as District Court judge in a public mischief trial concerning Kenneth Pangowish of the Wikwemikong Indian Reserve.

In his written comments, the judge said he believes "a judge should not make statements nor become involved in comments on controversial matters. There are however, circumstances where the situation is so extreme and our basic concepts of justice, decency and humanity are so abused that I believe a judge should speak out."

The cell referred to had a cot 30 inches wide and a toilet but no wash basin. The cot could sleep two men and anyone else occupying the cell had to lie on the floor.

"To subject human beings in our country to this is to me shocking... it's an offence to treat animals this way," said Judge Hogg.

The officer in charge of the OPP

detachment said that there were 14 men in two cells that size. "It was an exceptional situation. An annual pow-wow on the reserve in 1975 caused a great deal of problems at one time. It happened between 4 and 6 a.m. but the overcrowding was reduced as soon as possible by transporting prisoners to Little Current and Espanola.

The corporal said he hadn't seen a transcript of the judge's remarks but felt the situation was not as serious as indicated.

He added that if he had his way he would like to have four cells rather than two.

The detachment consisting of eight white officers are assisted by five Indian special constables.

Ahenakew

(continued from page 1)

Ahenakew, chief of the Saskatchewan organization for the last 10 years, praised the militant action taken by the Peigan Indian band in southern Alberta recently.

The band, led by Chief Nelson Small Legs Sr., blockaded an irrigation canal to draw attention to a land claim.

"It was a hell of a noble effort and it was the right effort on the part of their chief," Ahenakew said.

"He was fighting about Indian jurisdiction and saying you can get all the injunctions you want, but you have no bloody business here." "It's out land."

Community News

Valleyview, Alberta — The Federal Government has decided to stop providing free dental care to all treaty Indians over 18 years of age, says Joe Dion, President of the Indian Association of Alberta.

Burns Lake, B.C. — George Brown, 35, the man who set up the Burns Lake Native Development Corp. and the Burns Lake Community Development Association with \$2 million in grants and guarantees from the former NDP government, has resigned for personal reasons.

Oxford House, Manitoba — Parents on this northern Manitoba Indian community are allowing their children to return to classes following a two-week protest.

Indians say the protest was launched over a refusal by Indian Affairs to upgrade a road on the reserve. Indian Affairs denies this and says they provided \$50,000.

Regina, Sask. — Indian Bands here have selected some provincial and national parkland as property they want for the settlement of land claims, Saskatchewan Minister, Ted Bowerman says.

So far there is no commitment from the provinces to turn over the lands, the Minister added.

Nova Scotia — The education system in Nova Scotia is dominated by administrators and educators of a white middle-class background who unconsciously pass along their values to the students. George Doucet, Speaker of the House, told the fourth general assembly of the Native Council of Nova Scotia (NCNS).

Montreal (CP) — Premier René Lévesque says Quebec will give more financial and moral support to the province's native people.

Lévesque noted that the two peoples — French-speaking Quebecers and native people — are both fighting to defend their cultural identities. He said his government can't be "anything but sympathetic."

Toronto, Ontario — Two test projects that will allow convicted Indians to work in the community instead of serving jail terms have been announced by Frank Drea, Correctional Services Minister.

Cris et Inuit contrôlent leur éducation

Québec — Les indiens Cris de la Baie James et les Inuit du Nouveau-Québec ont maintenant la responsabilité de tout le secteur de l'éducation sur leur territoire.

C'est en effet à compter du 1er juillet que les Commissions scolaires Crie et Kativik, composées de commissaires autochtones, s'occuperont du dossier scolaire d'une population de 11,000 personnes, qui vit dans une région plus vaste que toute autre province canadienne.

Les commissions scolaires Crie et Kativik, récemment créées par l'Assemblée Nationale du Québec (loi No. 2 sanctionnée le 8 juin 1978) ont compétence sur l'enseignement élémentaire, secondaire, post-secondaire et sur l'éducation des adultes.

La mise sur pied de ces deux nouvelles structures d'administration scolaire s'inscrit dans le cadre de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois. Elles auront les mêmes responsabilités que toute autre commission scolaire au Québec à l'exception du pouvoir de taxation puisque c'est Ottawa et Québec qui financeront entièrement les deux organismes.

Tous les enseignants et principaux d'école actuellement à l'emploi de la fonction publique auront priorité lors de l'engagement du personnel. L'entente de la Baie James prévoit de plus que les bâtiments, installations, résidences et matériels scolaires appartenant au Québec et au Canada sont cédés ou loués aux commissions scolaires Crie et Kativik pour une somme nominale.

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord et la Commission scolaire du Nouveau Québec se retirent donc du milieu scolaire Cri et Inuit conformément aux aspirations des autochtones qui veulent déterminer eux-mêmes leur avenir socio-économique et culturel.

COMMISSION SCOLAIRE CRIE

Population
6,500 personnes dont 2,400 étudiants
Huit communautés
Fort George, Wemindji, Eastmain, Fort Rupert, Waswanipi, Mistassini, Poste-de-la-Baleine et Némiscau.

La Commission scolaire Crie a été formée à l'automne 1976 (huit commissaires élus ou désignés par chaque communauté, plus un commissaire désigné par le Grand Conseil des Cris). Il y a donc eu une période de transition, de mise en place et d'entraînement. De plus, depuis quelques années, grâce à la politique de décentralisation du ministère des Affaires indiennes et du Nord, les bandes indiennes cries avaient amorcé la prise en charge et administraient près de un million de dollars annuellement. Les comités scolaires, formés par des membres de chaque communauté, s'occupaient de pédagogie, du contrôle de l'entretien des écoles, du transport scolaire, des foyers d'hébergement, participaient à l'élaboration du calendrier scolaire et conseillaient le Ministère sur les besoins et aspirations des autochtones en matière d'éducation.

L'amérindianisation, c'est-à-dire l'utilisation de la langue en milieu scolaire, va se poursuivre. Sur 100 professeurs, 65 sont indiens et enseignent en langue cri. Ils ont bénéficié d'un programme de formation mis sur pied en 1972 par le ministère des Affaires indiennes et du Nord, l'Université du Québec à Chicoutimi et le ministère de l'Education. La nouvelle Commission scolaire Crie entend intensifier l'amérindianisation pour conserver et améliorer la culture indienne.

En plus d'avoir l'autorité sur l'enseignement élémentaire, secon-

daire et l'éducation des adultes, la Commission scolaire Crie pourra, au chapitre collégial et universitaire, conclure des ententes avec d'autres commissions scolaires ou universités. Cette année au niveau secondaire, plus d'une centaine de jeunes Indiens fréquentaient des écoles de Hull, Senneterre et Val d'Or. La Commission scolaire Crie administrera désormais les sept écoles élémentaires fédérales (dont une à Fort George où le secteur secondaire est développé) et les trois écoles élémentaires provinciales.

Jusqu'à ce jour, le ministère des Affaires indiennes et du Nord était le premier intervenant en matière d'éducation à la Baie James. Le budget fédéral pour l'année scolaire 1977-1978 était de \$5,625,000. A partir du 1er juillet, c'est la Commission scolaire Crie qui sera la seule responsable de la gestion financière. Le gouvernement fédéral contribuera à 75% du budget total, le reste venant des fonds du Québec.

COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK

4,500 Inuit, répartis dans 15 localités, vivent sur le territoire du Nouveau-Québec au nord du 55^e parallèle. Près de la moitié de la population soit 2,000 jeunes

autochtones fréquenteront l'école en septembre prochain.

Dès le 1er juillet, la Commission scolaire Kativik aura entière juridiction sur les vingt et une écoles, propriété jusqu'à présent du gouvernement fédéral (huit) et du Québec (treize).

La langue d'enseignement sera l'inuktitut pour les premiers degrés de l'élémentaire. Ce sont les commissaires et les comités de parents qui détermineront le rythme d'introduction du français ou de l'anglais selon les communautés comme langue d'enseignement. L'objectif visé est de permettre aux jeunes Inuit de continuer leurs études s'ils le désirent dans les écoles du sud.

Le siège social de la commission scolaire Kativik est à Dorval où on ouvrira une école secondaire inuit pour la prochaine année scolaire. En 1977-1978, cinquante étudiants du secondaire étaient inscrits à Ottawa et à Winnipeg. Quant au personnel enseignant de la commission scolaire Kativik, il compte 110 professeurs dont soixante Inuit. Le financement de la Commission scolaire Kativik sera totalement assuré par les deux gouvernements: Ottawa 25% et Québec 75%.

Petites nouvelles...

Valleyview, Alberta — Le gouvernement fédéral a décidé de ne plus fournir de soins dentaires gratuits à tous les Indiens visés par des traités et âgés de plus de 18 ans, a déclaré Joe Dion, président de l'Association des Indiens de l'Alberta.

Burns Lake, C.B. — George Brown, 35 ans qui avait mis sur pied la *Burns Lake Native Development Corporation* et la *Burns Lake Community Development Association* à l'aide de subventions et de garanties de \$2 000 000 obtenues de l'ancien gouvernement NPD, a démissionné pour des raisons personnelles.

Oxford House, Manitoba — Les parents des enfants de cette collectivité indienne du nord du Manitoba viennent de permettre aux élèves de retourner à l'école à la suite d'une protestation qui a duré deux semaines. On s'élevait contre le refus du ministère des Affaires indiennes d'améliorer une route qui traverse la réserve. Le Ministère dit, au contraire, qu'il a fourni \$50 000.

Regina, Saskatchewan — Des bandes indiennes de la province ont choisi certaines terres comprises dans des parcs provinciaux et nationaux en guise de compensation pour le règlement de revendications

foncières, a déclaré le ministre Ted Bowerman. Celui-ci a ajouté que la province ne s'était pas encore engagée à céder ses terres.

Nouvelle-Écosse — Le régime d'éducation de la Nouvelle-Écosse est sous la domination d'administrateurs et d'éducateurs de classe moyenne qui, inconsciemment, transmettent leurs propres valeurs aux étudiants, a déclaré le président de la Chambre, M. George Doucet, à la quatrième Assemblée générale du Conseil des Autochtones de la Nouvelle-Écosse.

Montréal (PC) — Le premier ministre René Lévesque dit que le Québec fournira davantage d'appui financier et moral aux Autochtones de sa province. M. Lévesque a signalé que les deux groupes ethniques, les Québécois francophones et les Autochtones, luttent pour la sauvegarde de leur identité culturelle. Le gouvernement, dit-il, ne peut que leur être sympathique.

Toronto, Ontario — Le ministre des Services correctionnels de l'Ontario, M. Frank Drea, a annoncé que deux projets — pilotes permettront aux Indiens condamnés à des peines d'emprisonnement de travailler au sein de la collectivité au lieu de faire de la prison.

Un juge est révolté!

ÎLE MANITOULIN (ONT.) — "Les conditions de vie en cellule dans un poste de police de l'Île Manitoulin sont pires que celles qui existaient au camp de concentration nazi Bergen-Belsen."

Ainsi s'est exprimé le juge Stanton Hogg à l'issue d'un procès au cours duquel il devait apprendre que 14 hommes avaient été incarcérés dans une cellule de cinq pieds sur sept au poste de la sûreté provinciale de l'Ontario (OPP), de Manitowaning.

Le juge Hogg, qui agissait comme juge de la cour de district dans le procès pour méfait public de Kenneth Pangowish, de la réserve indienne de Wikwemikong, a fait parvenir au procureur général de la province, Me Roy McMurtry, un double de ses remarques, un croquis de la cellule en question, ainsi qu'une lettre.

Le juge Hogg est d'avis que les gens de robe devraient s'abstenir de faire des déclarations ou des commentaires sur des questions controversées. Cependant, dit-il, les circonstances sont parfois si révoltantes et les notions de justice, de pudeur et d'humanité tellement ba-

fouées que même un juge doit prendre parti.

Dans la cellule en question, il y avait une couchette de 30 pouces de large et des toilettes, mais pas d'évier. On pouvait tenir à deux sur la couchette, mais tous les autres détenus ont dû coucher par terre.

"Soumettre chez nous des humains à pareil traitement est scandaleux. Un vil animal peut prétendre à mieux," d'ajouter le juge Hogg.

L'agent responsable du poste a précisé que les 14 personnes avaient été réparties dans deux cellules de cette dimension. Il s'agissait d'une situation exceptionnelle à l'occasion du pow-wow (fête) annuel de la réserve, en 1975, au cours duquel la situation s'était beaucoup compliquée. Entre 4 et 6 heures du matin, certes la cellule était devenue surpeuplée, mais les prisonniers ont été transférés dès que possible à Little-Current et à Espanola.

Le caporal n'a pas pris connaissance de la déclaration du juge Hogg, mais selon lui, la situation était

(suite à la page 7)

Museum unveils "Indian in Transition"



By ROGER JONES

Indian artist Daphne Odjig's view of the effect of European settlement on North American Indians will soon be known to thousands of Canadians, many of them in high places.

And patrons of the National Arts Centre, which is regularly attended by government officials, politicians and other decision-makers, won't be soothed if they look closely at the huge (8' x 27') mural which was unveiled at the Arts Centre June 28.

Objig's painting, commissioned by the National Museum of Man will be displayed at the Arts Centre in Ottawa for an indefinite period. It is entitled the "Indian in Transition". The transition, as presented by the well-known Odawa artist from the Wikwemikong Reserve on Manitoulin Island, has not been a happy one.

The gigantic painting, which took two months to complete and is by far the largest single canvas ever done by a Canadian Indian artist, graphically illustrates the history of the North American native people as seen by a contemporary Canadian Indian artist.

The left side of the painting depicts Indian culture before the coming of the Europeans. The second section depicts the arrival of Europeans with their priests, flag and promise of friendship and kindness. The third section echoes the cultural deprivation the Indian has experienced, symbolized by an empty whiskey bottle, a fallen cross, wrecked cars, slums and broken drums. The final portion shows the Indians escaping from their cultural prison.

"I saw a lot of things that really upset me", said Odjig of her experience travelling with her provincial public servant husband to the various reserves in Manitoba. "Of course growing up myself in that environment and over the years it's just accumulated one after the other. I wanted to paint our life in Canada as it was and as it is today."

Dr. William E. Taylor, Director of the National Museum of Man and Donald MacSween, Director of the National Arts Centre, officiated at the unveiling ceremony attended by approximately 150 people.

It was Taylor who commissioned Odjig to do the painting. "I had an idea and walked into the Winnipeg Art School where she was teaching and I asked her to do it. I told her there

would be no limit on the price or time," said Taylor.

No figures were available regarding the cost of the painting.

Robert Houle, an Ojibway from Southern Manitoba and newly appointed Curator of Contemporary Indian Art with the Canadian Ethnology Service of the National Museum of Man, was especially pleased with the acquisition.

Houle said it was a landmark for Canadian Indian artists. "It shows the pragmatic approach North American Indians have to white society".

"I wish every Indian could see this painting," said Odjig. Houle said his department will make reproductions of the mural so that all of Canada's native people may have the opportunity to see the painting.

An inter-tribal music festival is to be held in London, Ontario on August 12-20.

The festival will take place in conjunction with the 13th World Congress of the International Society for Music Education.

At least six Indian tribes from across Canada are expected to be represented at the festival. As well Inuit Throat-Singers from northern Quebec are expected to be there.

For further information contact: Thomas Highway — Coordinator IFCAN '78, c/o Native Peoples Resource Centre, LONDON, Ontario N6A 2M2.

High Mercury Levels pose health threat

OTTAWA (CP) — Nearly one-third of 1,289 persons tested in 33 communities, mainly Indian reserves, for February and March had abnormally high levels of methyl mercury in their bloodstream, the Health Department has reported.

The figures show that 404 persons had mercury blood levels of 20 parts per billion (PPB) or higher. Zero to 19 PPB is considered the normal range.

Sixteen cases had mercury blood levels in excess of 100 PPB, and 11 of those cases were from Ontario.

Mercury researchers at the National Indian Brotherhood consider continuing levels of 50 PPB or higher dangerous and continuing levels of 100 PPB or higher critical. High levels can lead to Minimata Disease, irreversible mercury poisoning, which attacks the brain and nervous system.

Persons were tested in Ontario, Quebec, Saskatchewan, Alberta, British Columbia and the Northwest Territories.

Five persons tested were above the 210 range, one from Mistassini,

Quebec in the 240-249 range, three from Grassy Narrows, Ontario with one each in the 210-219, 250-259 and 330-339 ranges, and one from Cambridge Bay in the Northwest Territories.

Results from the western provinces showed moderate increases, the department said, with only one person from Southern Saskatchewan in the 50-59 range.

Mercury poisoning is considered a serious health threat in native communities, especially those in Northwestern Ontario and Northwestern Quebec. The mercury is taken in by eating fish from mercury-contaminated waters.

Environment Minister Len Marchand recently announced a one-year Federal-Provincial project to evaluate methods of reducing mercury levels in the English-Wabigoon River system in Northern Ontario.

"Researchers hope to find a method of reducing the absorption of mercury by fish and other aquatic life", the minister said.

Chiefs Demand Rights

Vancouver (CP) — British Columbia's Indian chiefs have claimed aboriginal right to fish in the province and have called on all Indian bands to write their own fishing regulations.

A statement issued by George Manuel, president of the Union of B.C. Indian Chiefs (UBCIC), urges Indians to ignore federal fishery regulations.

Fisheries officials were not immediately available for comment.

The claim followed passage at a meeting of the Union's executive council of two motions.

The first motion resolved that:

- all band councils begin preparing their own fishing regulations for their areas;

— immediate assembly of historical, anthropological and legal evidence to support Indian licensing begin;

— all band and tribal councils, who have already developed fishing regulations, make the information available to others.

The second resolution pledged support to the Stuart-Trembleur band of north-central B.C. which has vowed to defy a federal regulation requiring Indian food fishermen to take out a special new "Indian Food Licence."

Fisheries official have insisted on the new license, claiming that large quantities of salmon caught to feed reserve residents have been sold on the black market for a big profit.

Murale de Daphne Odjig au Centre national des Arts



Par ROGER JONES

L'idée que se fait la grande artiste indienne Daphne Odjig des conséquences de la colonisation de l'Amérique du Nord par les Européens sur les Indiens est maintenant bien en vue de milliers de canadiens, dont beaucoup sont haut placés.

Et les habitués du CNA à Ottawa, dont beaucoup sont des fonctionnaires gouvernementaux, des hommes politiques et autres chefs de file seront peut-être un peu choqués de ce que révèle dans ces détails l'énorme murale de 8 pi. sur 27, oeuvre de Madame Odjig, qui a été dévoilée au Centre des Arts le 28 juin dernier.

La peinture de Mme Odjig lui avait été commandée par le Musée national de l'Homme. Elle sera exposée au Centre des Arts de la capitale fédérale pendant une période indéterminée. Elle est intitulée "l'Indien en Transition." La transition que dépeint l'artiste bien

connue ne peut être qualifiée d'heureuse. Cette peinture gigantesque qui a pris deux mois de travail à l'artiste de la réserve Wikwemikong, dans l'île Manitoulin, est de loin la plus grande toile jamais peinte par un artiste indien canadien. Elle illustre l'histoire des Indiens de l'Amérique du Nord telle qu'elle est perçue par une artiste indienne et canadienne contemporaine.

Le côté gauche de la peinture illustre la culture indienne avant l'arrivée des Européens. La deuxième partie dépeint l'arrivée des Européens et de leurs prêtres, de leurs drapeaux et de leurs promesses d'amitié et de bonté. La troisième partie traduit les souffrances culturelles que les Indiens ont connues, souffrances qui symbolisent une bouteille de whiskey vide, une croix couchée, des voitures démolies, des taudis et des tambours brisés. Enfin, la dernière partie montre les Indiens

qui s'échappent de leur prison culturelle.

"J'ai vu une foule de choses qui m'ont vraiment choquée," a dit Mme Odjig qui parlait de ses voyages en compagnie de son mari, un fonctionnaire provincial, dans les diverses réserves du Manitoba. "Naturellement, après avoir moi-même grandi dans cet environnement j'ai vu ces choses s'accumuler. J'ai voulu peindre notre vie au Canada comme elle était dans le passé et comme elle l'est aujourd'hui."

M. William E. Taylor, directeur du Musée national de l'Homme, et M. Donald MacSwenn, directeur du Centre national des Arts, ont présidé au dévoilement de la murale. Quelque 150 personnes assistaient à la cérémonie.

C'est M. Taylor qui a commandé la peinture à Mme Odjig. "L'idée m'est venue et je suis allé au collège d'art

de Winnipeg où Mme Odjig enseignait. Je lui ai demandé de faire la murale. Je lui ai indiqué qu'il n'y avait pas de limite de prix ni de temps," a dit M. Taylor le coût de la peinture n'a pas été dévoilé.

M. Robert Houle, Indien ojibway du sud du Manitoba, nouvellement nommé conservateur de l'Art indien contemporain au Service de l'ethnologie canadienne du Musée national de l'Homme, s'est dit particulièrement heureux de cette acquisition.

Selon lui, les artistes indiens du Canada viennent de franchir une grande étape. "Cela démontre l'attitude pragmatique des Indiens de l'Amérique du Nord vis-à-vis de la société blanche."

"J'espère que tous les Indiens pourront voir cette peinture," a déclaré Mme Odjig. Pour sa part, M. Houle a dit que son service fera des reproductions de la murale afin que tous les Autochtones du Canada puissent avoir la chance de l'admirer.

Le poisson devient poison

OTTAWA (PC) — Près du tiers des 1,289 personnes examinées en février et en mars dans 33 collectivités, la plupart habitant dans des réserves indiennes, avaient un taux anormalement élevé de mercureméthyle dans le sang.

C'est ce qu'on a déclaré au ministère de la Santé où l'étude en question montre que chez 404 des sujets, le taux de mercure dans le sang était égal ou supérieur à 20 mg/m³, alors que le taux normal se situe entre 0 et 19 mg/m³.

Il y avait également 16 cas, dont 11 en Ontario, de taux supérieur à 100 mg/m³.

Les enquêteurs de la Fraternité des Indiens du Canada jugent dangereux des taux de 50 mg/m³ et critiques des taux de 100 mg/m³. Des taux élevés de concentration de mercure dans le sang peuvent conduire à la maladie de Minimata, un empoisonnement irréversible par le mercure qui attaque le cerveau et le système nerveux.

L'étude réunissait des sujets de l'Ontario, du Québec, de la Saskat-

chewan, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et des Territoires du Nord-Ouest.

On a noté des concentrations de mercure supérieures à 210 mg/m³ chez cinq des personnes examinées, dont une à Mistassini (Québec) (240-249 mg/m³), trois à Grassy-Narrows (Ontario) (210-219, 250-259 et 330-339 mg/m³) et la dernière à Cambridge-Bay (T.N.-O.).

Dans les provinces de l'Ouest, l'étude du ministère a révélé des taux légèrement plus élevés que la normale et un seul cas, dans le sud de la Saskatchewan, où la concentration se situait entre 50 et 59 mg/m³.

Cette forme d'empoisonnement constitue une sérieuse menace à la santé des collectivités autochtones, particulièrement celles du nord-ouest de l'Ontario et du Québec. Le mercure est absorbé par le biais de poissons pêchés dans des eaux polluées par cette substance.

Le ministre de l'Environnement, M. Len Marchand, a annoncé récemment le lancement d'un projet

(suite à la page 7)

Festival de musique à London

Un festival inter-tribal de musique aura lieu à London, Ontario, du 12 au 20 août prochain.

Le festival sera présenté à l'occasion du 13e congrès mondial de la société internationale d'éducation musicale.

Au moins six tribus indiennes venant d'un peu partout au Canada seront représentées au festival. On s'attend aussi que les célèbres chanteurs inuit du Nord québécois y participent.

Pour de plus amples renseignements, on est prié de s'adresser à M. Thomas Highway, coordonnateur de l'IFCAN 78, a/s Native Peoples Resource Centre, London, Ontario, N6A 2M2.

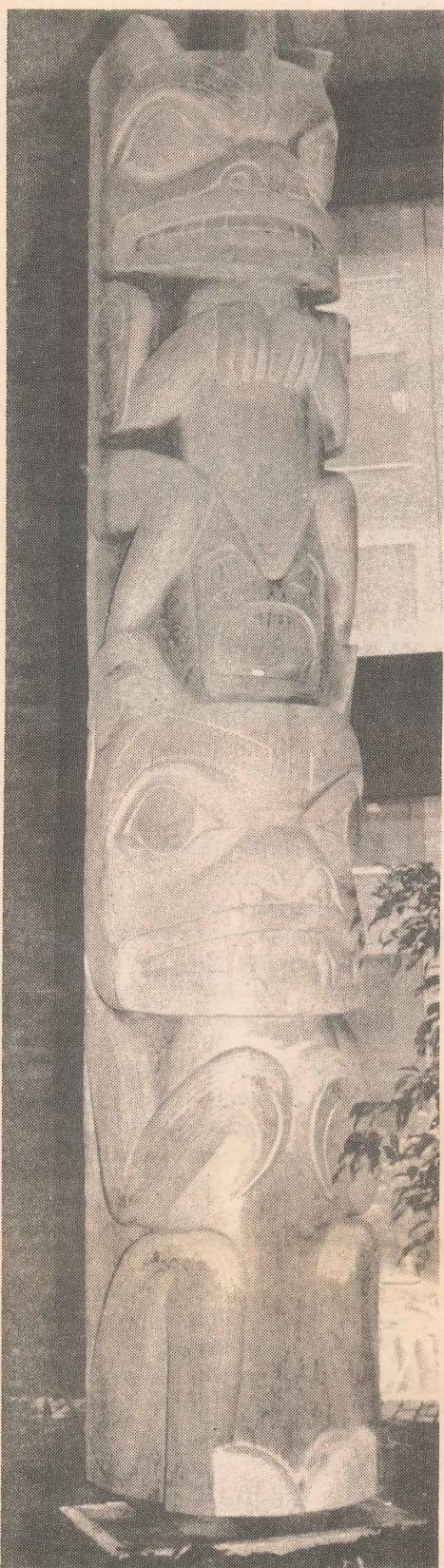
Règlements inacceptables

Vancouver (PC) — Les chefs indiens de la Colombie-Britannique ont réclamé les droits des Autochtones aux pêches de cette province et ont invité toutes les bandes indiennes à rédiger leurs propres règlements concernant les pêches.

Dans un communiqué récent, le président de l'Union des chefs

indiens de la Colombie-Britannique, M. George Manuel, exhorte les Indiens à ne tenir aucun compte des règlements fédéraux sur les pêches. On n'a pas encore pu obtenir de commentaire de la part des fonctionnaires du ministère des Pêches.

(suite à la page 4)



Indian Affairs gets touch of class

The main lobby of Les Terrasses de la Chaudière, new home of the Department of Indian and Northern Affairs, has been decorated by the installation of carved murals and a house post from B.C.

Walter Harris designed and carved the post while artists Ron Sebastian and Earl Muldoe carved the murals. The murals and house post were installed under the supervision of Ron and Earl.

The mural is composed of three panels; the center panel represents the Carrier Beaver, Bear and Wolf crests and it is two dimensional and non-directional.

The left-hand panel represents the Gitskan Fireweed crests including the Killer Whale, Grouse, Owl and

Human Figure. It is directed to the right, leading to the central focal point.

The right-hand panel represents the North West Coast Wolf Warrior. It is directed to the left towards the center panel.

All three panels are carved, using natural cedar, covered with red and black acrylic.

Center Panel

The main figure of this panel is the Beaver which extends up through the center with arms outstretched to the sides and with the tail continuing to the bottom center of the panel. Below each arm, at the lower right and left corners, are Bear heads and at the top center are two Wolf figures. The panel is completely two-dimensional.

Left-Hand Panel

The main figure here is the Grouse which moves up through the panel towards the right-hand corner. Behind its head is the Human figure. Below its right wing is the Owl and to the far left is the Killer Whale. The red leaves are the Fireweed which is the main crest.

Right-Hand Panel

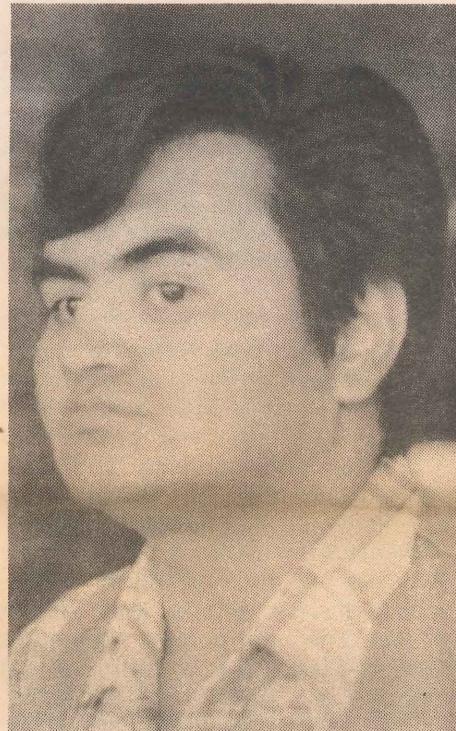
The main figure here is the Warrior with Spear, at the bottom right, facing the center. To the left is the Bear figure and at the top left, the Wolf head. To the right, in the Wolf's tail, is the Frog and in the body of the Wolf (below the Frog) is the Wood-pecker.

The House Post

The design of this house post situated at the North Tower entrance to the passerelle represents two of the Gitskan Crests. The bottom figure is the Bear and the top is the Sea Bear. Both crests are from the Fireweed Clan. Master carver Walter Harris, who designed and carved the post, is a member of the Fireweed Clan and an hereditary Chief at Kispiox.



Earl Muldoe



Ron Sebastian



Inuit approve White Paper

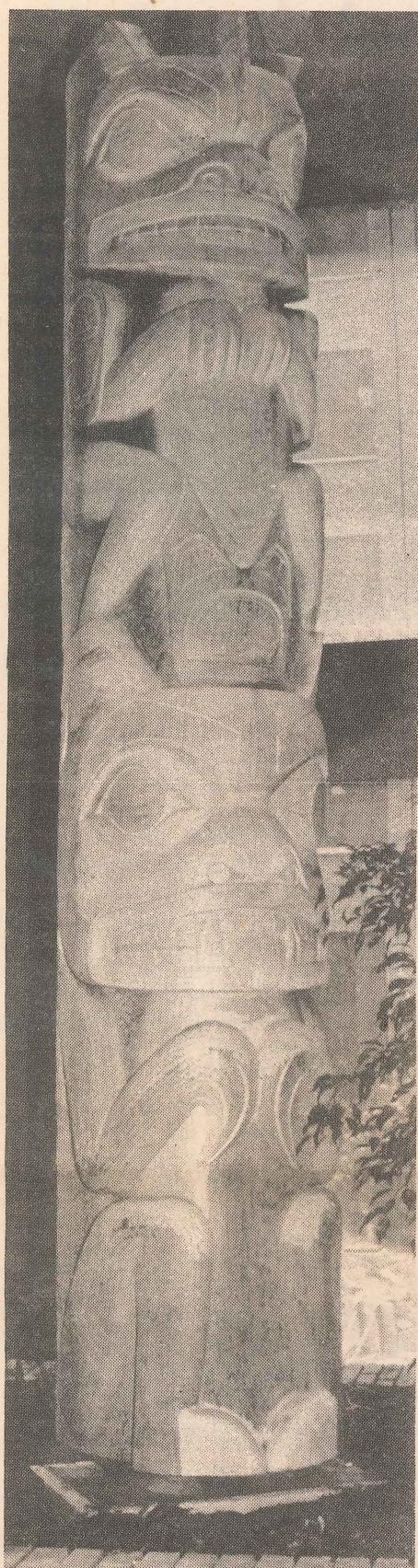
OTTAWA, ONT. — The Inuit Tapiriyat of Canada commends the Prime Minister's recognition of native rights in the white paper for constitutional reform, "A Time For Action", released in mid-June.

"A Time For Action" points out the need in Canada for full recognition and implementation of native rights. We take Mr. Trudeau at his word as the Prime Minister of Canada that Inuit can enjoy full Canadian citizenship and participate fully in the amendment's needed for the Canadian Constitution so that it is reflective of the Canadian mosaic.

For many years, we have recognized deficiencies in the constitution of Canada with respect to many groups in the country, but most important is the lack of an mention of Inuit in the BNA Act, and we have been seeking amendments to the legislation. The Inuit Tapiriyat of Canada is working on constitutional and political development for Nunavut — Our Land Claims Settlement. The white paper's statement that the government will commit itself to allowing each community to develop its language, its culture, and its regional characteristics whatever these may be, underlines the legitimacy of our claims.

The spirit of the white paper on constitutional reform strengthens our faith in negotiations with the federal government on land claims. We hope the government will live up to their claim of recognition of aboriginal rights.

The Inuit Tapiriyat, which represents the interests of Canadian Inuit, urges the Prime Minister to begin discussions.



La place d'honneur aux Indiens

Le hall principal des Terrasses de la Chaudière, immeuble où loge désormais le ministère des Affaires indiennes et du Nord, est décoré d'un poteau-mitan, oeuvre de Walter Harris, et d'une sculpture murale réalisée par Ron Sébastien et Earl Muldoe. Ces deux derniers ont aussi supervisé l'installation de la murale.

La sculpture murale se compose de trois panneaux. Celui du centre, à deux dimensions et non directionnel, représente le castor, l'ours et le loup des armoiries de la tribu des Porteurs.

Le panneau de gauche reproduit les armoiries de la tribu Gitksan, à savoir l'herbe à feu, l'épaulard, le tétras des savanes, le hibou et une forme humaine. Enfin, le panneau de droite représente un guerrier de la tribu des Loups, de la côte nord-ouest.

L'œuvre est sculptée dans du bois de cèdre et peinte à l'acrylique, en rouge et noir. De plus, chaque symbole représenté dans les panneaux latéraux est orienté vers le panneau central.

Panneau central

Le centre d'intérêt est le castor qui occupe le milieu du panneau, les pattes étendues de part et d'autre et la queue rejoignant l'extrémité inférieure de la sculpture. Sous chacune de ses pattes, dans les coins inférieurs droit et gauche, se trouve une tête d'ours et, dans la partie supérieure, au centre, se découpent deux loups. Ce panneau est à deux dimensions.

Panneau de gauche

Le symbole principal est le tétras des savanes qui semble s'élançer

vers le coin supérieur droit du panneau. Derrière sa tête se découpe une forme humaine. Sous son aile droite, on peut voir un hibou et, à l'extrême gauche, un épaulard. Les feuilles rouges représentent l'herbe à feu, emblème principal des armoiries de la tribu Gitksan.

Panneau de droite

Au bas du panneau de droite un guerrier armé d'une lance se tourne vers le centre. A gauche, on distingue un ours. Dans la partie supérieure du panneau se trouve un loup avec, dans sa queue, une grenouille et, dans son corps (sous la grenouille), un pic-bois.

Poteau-mitan

Ce poteau, situé à l'entrée de la passerelle reliant la Tour nord au reste de l'immeuble, représente deux des emblèmes de la tribu Gitksan: un ours surmonté d'un ours marin; ces deux animaux appartiennent aux armoiries du clan de l'Herbe à feu. Walter Harris, maître-sculpteur et auteur de cette œuvre, est membre et chef héréditaire de ce clan, à Kispiox.

Ahenakew (suite de la page 1)

dans le sud de l'Alberta.

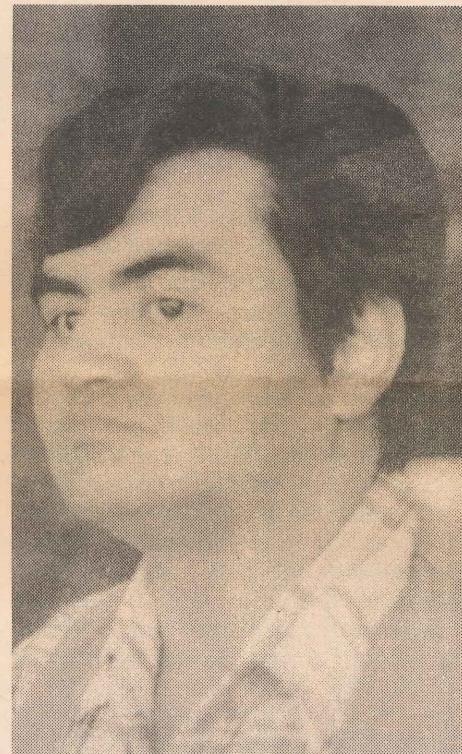
Cette bande, dirigée par le chef Nelson Small Legs Sr., a bloqué un canal d'irrigation pour appuyer une revendication foncière.

"C'était un très noble effort et c'était vraiment ce qu'avait à faire le chef de cette bande," a dit M. Ahenakew. "L'enjeu de la lutte était la juridiction indienne. Il a eu le courage de dire: 'Vous pouvez obtenir toutes les injonctions que vous voudrez mais vous n'avez pas d'affaire ici. Cette terre est à nous.'"

Il parlait d'une injonction que le *Lethbridge Northern Irrigation District* avait obtenue en Cour suprême de l'Alberta pour que cesse l'action de la bande Peigan.



Earl Muldoe



Ron Sébastien



Des pêches (suite de la page 3)

Cette revendication faisait suite à l'adoption de deux résolutions par le conseil exécutif de l'Union. La première voulait que tous les conseils de bandes commencent à rédiger leurs propres règlements de pêche pour leurs régions; qu'on commence immédiatement à réunir des données historiques, anthropologiques et juridiques pour appuyer l'émission de permis par les Indiens, et que tous les conseils de bandes et de tribus qui ont déjà rédigé des règlements concernant les pêches mettent ces renseignements à la disposition des autres.

La seconde résolution en était une d'appui à la bande Stuart-Tremblay de la région nord-centrale de la Colombie-Britannique, qui a juré de défier le règlement fédéral qui exige des pêcheurs indiens qu'ils se procurent un nouveau permis spécial.

Les fonctionnaires du ministère des Pêches insistent pour l'émission de ce nouveau permis sous prétexte que de fortes quantités de saumons qui devaient servir à nourrir les habitants des réserves ont été vendues à prix fort sur le marché noir.

Indian living conditions "unacceptable"

During a recent Commons debate Opposition parties shovelled statistics at the Liberal Government to illustrate the "unacceptable" conditions in which native people live.

Roughly 87 per cent of Canada's native people live in substandard housing, 54 per cent have annual household incomes of less than \$2,500 and only six per cent ever complete high school, J.R. Holmes, the Progressive Conservative Indian Affairs spokesman told the Commons.

He was opening debate on a motion urging the government to form a special joint Commons-Senate Committee that would propose revisions to the Indian Act.

"Existing conditions affecting the

Indian people are unacceptable in human and economic terms", said Holmes. "A nation's image is reflected in its attitude towards its disadvantaged."

Holmes added that there is irrefutable evidence that the government's continuing policy of assimilation is failing to solve Indian problems. The best solutions would be in a new Indian Act based on the British North America Act, the country's constitution.

He presented other figures designed to show that non-native Canadians have a far superior standard of living.

Only 11 per cent of Canadians as a whole, lived in substandard housing compared with the 87 percent for natives. About 18 per cent, one-third

of the native figure of 54 per cent, had annual household incomes of less than \$2,500 and at least 85 per cent — almost 15 times the native six per cent — completed high school.

David Orlikow (NDP-Winnipeg North) added to the grim statistical picture.

He said that about two years ago the national infant mortality rate was 15 per 1,000 births compared with 35.6 for Indians and 53.2 for Inuit. The 1974-75 average annual income on reserves was \$1,959 compared with the national average of \$8,200.

"Do I need to remind members of this Parliament how poorly a person must live when his income is less than \$2,500 a year?" said Orlikow. Also, native people comprised almost 10 per cent of the federal prison

population, yet only accounted for two per cent of the general population. The percentage was as high as 90 in some provincial institutions.

"We have a crisis situation", Orlikow added.

He said the New Democrats will support the Conservative motion, however, the party was not pleased that it would involve the Senate, an institution the NDP wants abolished.

Social Credit also said it would support the motion.

The Conservatives said they put the motion forward as a suggestion and did not consider it a test of confidence in the government.

Indian Affairs Minister Hugh Faulkner said he is willing to amend
(continued on page 7)

William French

A political issue was buried with Anna Mae

Reprinted from the Globe and Mail

The body of Anna Mae Aquash, a 30-year-old Micmac Indian from Nova Scotia, was found in the melting snow beside a remote road in South Dakota in February 1976. A cursory autopsy established that cause of death as exposure, and she was given a hurried burial, still unidentified. Her hands were cut off by the pathologists, ostensibly so they could be sent to Washington for a fingerprint check. When her identity was established, and friends and relatives demanded explanations, a second autopsy showed that death was caused by a bullet fired into her head at close range.

The murder of Anna Mae Aquash — execution is perhaps the more precise word — embarrassed the FBI, the American Indian Movement and the Canadian Government, which has been lackadaisical, to say the least, about the violent death of one of its citizens in a foreign country. The External Affairs Department has been much more active recently in demanding police response to the deaths of Canadian tourists in Mexico. Perhaps it is just coincidence that the tourists happened to be white.

THE LIFE AND DEATH OF ANNA MAE AQUASH BY JOHANNA BRAND

James Lorimer, 172 pages, \$12.95 hardcover \$6.95 paperback

Johanna Brand, a Winnipeg journalist, raises several

intriguing questions about the life and death of Anna Mae Aquash in this book. They are questions that must be pursued, in the interest of equal justice, and the book will achieve its purpose if it helps keep the pressure on those who should be seeking answers.

Brand contends that the attitude of the Canadian Government has been dictated by a desire for continuous harmonious relations with American law enforcement agencies. "Canadian decision-makers at every juncture concluded that no special effort was required of them," she writes. "Who that mattered would care about their failure to act? The murder victim was, after all, poor, Indian, female and politically radical; she was also idealistic, energetic, capable and committed to her people's fight for equal rights and self-determination."

It's that last part for which Anna Mae Aquash stands condemned. She was a troublemaker, not a tame Indian. She participated in the occupation of Wounded Knee in 1973, helped raise the consciousness of Indian women about their rights, agitated for treaties to be honored, fought for better schooling for Indian children. Worst of all, she was a friend of Leonard Peltier, one of three leaders of the American Indian Movement suspected in the shooting deaths of two FBI agents on the troubled Pine Ridge reservation in South Dakota in 1975.

Brand doesn't solve the murder of Anna Mae; it would be too much to expect a single report and a small publisher to take on the FBI. But she makes it clear that Anna Mae was just as much a victim of white oppression as the Indians who were gunned down by the cavalry in the nineteenth

century. There is some evidence, not conclusive, that she was murdered by the FBI for refusing to co-operate with the investigation of the murder of their agents. The FBI is known to have threatened death to Indians who wouldn't answer their questions, and it went to extreme lengths to keep her identity secret when her body was found. There is other evidence, also inconclusive, that she may have been eliminated by a member of the American Indian Movement who believed she was an FBI informer. Not long after her death, a key member of AIM was unmasked as an FBI spy, and it was easy to infiltrate the movement. The hierarchy of the organization was riddled with suspicion, which the FBI encouraged.

But whoever was responsible, her death was a tragedy. Anna Mae had risen above the traditional handicap of her background, and was destined for leadership. She had survived the typical legacy of growing up on welfare on a reservation — poverty, tuberculosis, mediocre schools — to become an intelligent and articulate spokesman for her race. She was born on a reserve near Shubenacadie, about 40 miles from Halifax, and led an unsettled family life. At 17 she moved to Boston and became increasingly involved in political activism.

She took part in the occupation of the Mayflower 11 in 1970, the symbolic protest against the arrival of the white man. She enrolled in Wheeler College and did so well that she was offered a scholarship to Brandeis University. She turned it down because she had two children to support by that time, and wanted to devote herself to the Indian movement. After Wounded Knee she became increasingly concerned about

harassment of AIM members by the FBI and increasing violence on the Pine Ridge reservation. For a while she lived in Ottawa, and helped organize an exhibition of Indian handicrafts at the National Arts Centre in 1974. When she went back to the United States, it became clear the FBI had her targeted for special attention, and after skipping bail on a minor firearms charge she went underground. Her whereabouts in the weeks before her death were unknown.

Author Brand succeeds in rousing our indignation about Anna Mae's murder and the indifferent investigation. She is less successful in portraying her subject; Anna Mae remains a vague figure, except for the occasional flash of illumination. Then she comes to life, such as in this quote: "These white people think this country belongs to them — they don't realize they are only in charge right now because there's more of them than there are of us. This whole country changed with only a handful of raggedy-ass polgirms that came over in the 1500s. And it can take a handful of raggedy-ass Indians to do the same, and I intend to be one of those raggedy-ass Indians."

But the purpose of Brand's book is not primarily to give us a well-rounded picture of a remarkable woman, but to point to the flagrant example of injustice and racism in which our government is an accomplice. So far, Ottawa has been quite content to accept the self-serving press releases of the FBI as adequate explanation of what happened. This book should force it to insist on a full-scale investigation into the death of Anna Mae Aquash. It should, but it likely won't, given our sorry domestic record of discrimination against Indians.

Conditions inhumaines pour les Indiennes

Récemment, lors d'un débat à la Chambre des communes, les partis d'opposition ont lancé des statistiques à la figure du gouvernement libéral afin d'illustrer les conditions de vie "inacceptables" des Autochtones.

Environ 87 p. 100 des Autochtones habitent dans des logements de qualité inférieure, 54 p. 100 des ménages ont un revenu annuel inférieur à \$ 2 500 et seulement 6 p. 100 ont terminé leurs études secondaires, de déclarer M. J.R. Holmes, porte-parole des progressistes conservateurs pour les Affaires indiennes.

Il ouvrait ainsi le débat sur une

motion portant sur la création d'un comité spécial mixte de la Chambre et du Sénat qui serait chargé de proposer des modifications à la Loi sur les Indiens.

Les conditions de vie du peuple indien sont humainement et économiquement inacceptables, et l'attitude d'une nation envers ses citoyens défavorisés est un reflet de son caractère, a-t-il déclaré en substance.

Le député Holmes a ajouté que la politique d'assimilation du Gouvernement est un échec indéniable et que la meilleure solution aux problèmes des Autochtones réside dans une nouvelle Loi sur les Indiens conforme

à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, notre constitution.

Il a également présenté d'autres statistiques révélatrices du niveau de vie, de loin supérieur, des Canadiens non-autochtones.

Seulement 11 p. 100 des Canadiens occupaient des logements de qualité inférieure contre 87 p. 100 des Autochtones. Environ 18 p. 100, c'est-à-dire le tiers des Autochtones dans la même situation (54 p. 100), ont eu un revenu annuel inférieur à \$ 2 500 et au moins 85 p. 100, près de 15 fois plus que dans la population autochtone (6 p. 100), ont terminé leurs études secondaires.

M. David Orlikow (NPD, Winnipeg

nord) a ajouté un autre son de cloche au débat.

Les statistiques citées par lui font état d'une incidence nationale de mortalité infantile de 15 p. 1 000, il y a deux ans, par rapport à 35,6 chez les Indiens et 53,2 chez les Inuit. En 1974-1975, le revenu annuel moyen dans les réserves était de \$ 1 959 contre \$ 8 200 au niveau national.

"Ai-je besoin de décrire aux membres de cette assemblée le niveau de vie d'une personne dont le revenu est inférieur à \$ 2 500 par année?" a-t-il lancé. De plus, les Autochtones qui groupent 2 p. 100 de la population canadienne forment près de 10 p.

(suite à la page 8)

William French

Anna-Mae emporte son secret dans la tombe

Tire-à-part du *Globe & Mail*

En février 1976, on découvrait, dans la neige fondante en bordure d'une route isolée du Dakota du Sud, le cadavre de Anna Mae Aquash, une Indienne Micmac âgée de 30 ans et originaire de la Nouvelle-Écosse. A la suite d'une autopsie sommaire, on déclara qu'elle était morte de froid, puis on s'empressa de l'enterrer sans l'avoir fait identifier. Les pathologistes lui coupèrent cependant les mains soi-disant pour les envoyer à Washington afin qu'on y effectue une vérification des empreintes digitales. Une fois son identité établie, et à la suite de pressions de la part d'amis et de parents, on fit une seconde autopsie qui révéla qu'elle était morte d'un coup de fusil reçu à bout portant dans la tête.

Le meurtre ("exécution") serait peut-être plus approprié de Anna Mae Aquash plongea dans l'embarras le FBI, l'*American Indian Movement* et le gouvernement canadien, lequel a été pour le moins apathique à la suite de la mort violente d'un de ses ressortissants. Récemment, le ministère des Affaires extérieures s'est donné beaucoup plus de mal pour obtenir des explications de la police dans le cas du décès de touristes canadiens à Mexico. Le fait que les touristes, en l'occurrence, aient été de race blanche n'est peut-être qu'une coïncidence.

THE LIFE AND DEATH OF ANNA MAE AQUASH
BY JOHANNA BRAND

James Lorimer, 172 pages, cartonné \$12.95, broché \$6.95

Johanna Brand est une journaliste de Winnipeg qui soulève de nombreuses questions intrigantes à propos de la vie et de la mort de Anna

Mae Aquash. Ces questions doivent trouver réponses, dans l'intérêt de la justice, et le livre aura atteint son but s'il permet d'exercer des pressions sur ceux dont la responsabilité est de chercher à les résoudre.

Anna Mae Aquash a été victime de ses idées politiques. On la considérait comme un trouble-fête, une Indienne insoumise. Elle a participé à l'occupation de Wounded-Knee, en 1973; elle a aidé les Indiennes à prendre conscience de leurs droits; elle s'est battue pour faire respecter les traités et assurer une meilleure éducation aux enfants indiens. Par-dessus tout, elle était l'amie de Léonard Peltier, un des trois leaders du *American Indian Movement* que l'on soupçonnait d'avoir assassiné deux agents du FBI lors du soulèvement de la réserve de Pine Ridge, dans le Dakota du Sud, en 1975.

L'auteur ne résout pas la question du meurtre de Anna Mae; ce serait trop attendre d'une simple reporter et d'une petite maison d'édition face au FBI. Mais elle établit clairement que Anna Mae a été victime de l'oppression des Indiens par les Blancs, au même titre que ses ancêtres massacrés par la cavalerie au 19e siècle. Certains indices, bien que non concluants, porteraient à croire qu'elle a été assassinée par le FBI pour avoir refusé de collaborer à l'enquête que cet organisme menait sur le meurtre de ses deux agents. On sait que le FBI a déjà menacé de mort des Indiens qui refusaient de répondre à ses questions et qu'il a fait des pieds et des mains pour dissimuler l'identité de la victime. Une autre hypothèse serait qu'elle aurait été éliminée par un membre de l'*American Indian Movement* qui l'aurait prise pour un informateur du FBI. Peu après sa mort, un membre en vue du AIM s'est révélé être un espion

à la solde du FBI. Il était d'ailleurs facile de s'infiltrer dans le mouvement. La hiérarchie de l'association était criblée de soupçons, situation que ne manquait pas d'encourager le FBI.

Toutefois, quel qu'en soit le responsable, le décès de Anna Mae est une tragédie. Elle s'était débarrassée du handicap que constitue traditionnellement une origine comme la sienne et elle avait l'étoffe d'un leader. Elle avait survécu aux obstacles typiques de la vie dans une réserve (pauvreté, tuberculose, instruction médiocre) pour devenir un porte-parole intelligent et cultivé de sa race. Née dans une réserve près de Shubenacadie, à environ 40 milles de Halifax, elle a connu une vie familiale désordonnée. A 17 ans, elle déménagea à Boston et devint de plus en plus engagée sur le plan politique.

Elle prit part à l'occupation du Mayflower II, en 1970, geste symbolique de protestation contre l'arrivée de l'Homme blanc en Amérique. Elle s'inscrivit au Wheeler College où elle réussit tellement bien qu'on lui offrit une bourse d'étude à l'université Brandeis. Elle refusa cette offre parce qu'elle devait prendre soin de ses deux enfants et qu'elle désirait se consacrer au mouvement indien. Après l'épisode de Wounded-Knee, elle se sentit de plus en plus préoccupée par le harcèlement que le FBI faisait subir aux membres du AIM et par la montée de la violence dans la réserve de Pine-Ridge. Elle habita un temps à Ottawa où elle participa à l'organisation d'une exposition d'artisanat indien au Centre national des arts en 1974. A son retour aux États-Unis, il devint clair qu'elle faisait l'objet d'une surveillance spéciale par le FBI et elle disparut peu après de la circulation alors qu'elle était en

liberté provisoire à la suite d'une accusation mineure de port illégal d'arme à feu. Ses proches et amis sont demeurés sans nouvelle de ses allées et venues au cours des semaines qui ont précédé sa mort.

L'auteur réussit à soulever notre indignation relativement au meurtre de Anna Mae et à l'indifférence des enquêteurs. Cependant, elle réussit moins bien à faire le portrait de son sujet; Anna Mae demeure un personnage vague, sauf dans quelques passages plus lumineux où elle prend vie, par exemple, dans la citation suivante: "Les Blancs se croient maîtres du pays; ils ne se rendent pas compte qu'ils sont actuellement aux postes de commande en raison de leur simple supériorité numérique. Le pays entier a subi de profondes modifications grâce à une poignée de pionniers haillonneux arrivés dans les années 1500. Il suffira également d'une poignée d'Indiens haillonneux pour refaire la même expérience et j'ai bien l'intention d'en être."

L'objectif principal de Johanna Brand en écrivant ce livre était non pas de nous dépeindre en détail une femme remarquable, mais plutôt de nous mettre devant les yeux un exemple flagrant d'injustice et de racisme dont notre gouvernement s'est rendu complice. Jusqu'à maintenant, Ottawa s'est contenté d'accepter les explications que le FBI a fournies dans ses communiqués de presse partiaux. Le contenu explosif de ce livre devrait convaincre notre gouvernement d'exiger des autorités américaines une enquête complète sur la mort d'Anna Mae Aquash. Il le devrait, mais il ne le fera probablement pas, étant donné les piétres réalisations de notre gouvernement en matière de discrimination à l'endroit des Indiens.

Indians and the Law— Alex Frank versus the Queen

By BILL BADCOCK

This Supreme Court of Canada decision was handed down at the same time as the *Kruger and Manuel* one on May 31st, 1977, and concerns the effect of provincial boundaries and provincial residency on the right of treaty Indians to hunt for food.

William T. Badcock is a non-status Indian of Mohawk descent. In 1973 he entered Queen's University at Kingston, Ontario, from which he graduated with an LL.B. in 1976. He was called to the Bar of Ontario in April 1978.

Alex Frank, the appellant in this case, is an Indian whose usual residence at the time was the Little Pine Reserve, near North Battleford, Saskatchewan, and whose hunting rights had been one of the subjects covered by Treaty No. 6. In January, 1974, he was found near the town of Nordegg, Alberta, in possession of a moose that he had shot for food and was charged with unlawfully having moose meat in his possession, contrary to a provision of the Alberta *Wildlife Act*. At the same time, Frank was hunting on lands covered by Treaty No. 6, which had been concluded in 1876 and which embraced an area of approximately 121,000 square miles, extending from what is presently the Manitoba/Saskatchewan border on the east to the Rocky Mountains on the west, and encompassing roughly one-third of the provinces of Alberta and Saskatchewan.

To understand the arguments used at Frank's trial, it is necessary to examine the background of the legislation and agreements that were referred to by counsel.

There were a number of terms in Treaty No. 6, one of which read:

"Her Majesty further agrees with her said Indians that they, the said Indians, shall have right to pursue their avocations of hunting and fishing throughout the tract surrendered as hereinbefore described, subject to such regulations as may from time to time be made by her Government of her Dominion of Canada . . ."

By this undertaking, the Canadian Parliament agreed to secure the right of Indians to hunt throughout the area covered by the treaty, subject to any regulations in this regard that might be made by the federal government.

In 1905, the provinces of Alberta and Saskatchewan were created, but Crown lands continued to be under federal control, and the rights of Indians under Treaty No. 6 in either province were unaffected. In 1929, however, agreements were entered into by the federal government and the provincial governments of Alberta, Saskatchewan and Manitoba, known as the *Natural Resources Transfer Agreements*, by which the interest of the federal Crown in all Crown lands in the provinces was transferred from Canada to the provinces concerned.

Section 12 of each of these Agreements read as follows:

12: In order to secure to the Indians of the Province the continuance of the supply of game and

fish for their support and subsistence, Canada agrees that the laws respecting game in force in the Province from time to time shall apply to the Indians within the boundaries thereof, provided, however, that the said Indians shall have the right, which the Province hereby assures to them, of hunting, trapping and fishing game for food at all seasons of the year on all unoccupied Crown lands and on any other lands to which the said Indians may have a right of access.

As affirmed in the *Kruger and Manuel* case, provincial wildlife legislation is legislation of general application in the province and is therefore applicable to Indians, by virtue of section 88 of the *Indian Act*, unless such wildlife legislation is inconsistent with the *Indian Act*, the terms of any treaty or any other Act of the Parliament of Canada. It would seem, therefore, that Frank would only be protected from the application of the Alberta *Wildlife Act* to the extent that he could invoke either the terms of Treaty No. 6 or the provisions of section 12 of the Alberta *National Resources Transfer Agreement*. The essential differences, for the purpose of this case, between Treaty No. 6 and the Transfer Agreement are:

- 1) Under the Treaty, the right to hunt was unlimited, while under the Agreement, the right is limited to hunting for food.
- 2) Under the Treaty, the right was limited to approximately one-third of the province (that area covered by the Treaty), while under the Agreement, the right extends throughout the province. In the present case, however, the differences are not important, since Frank was hunting for food on land covered by both the Treaty and the Agreement.

At trial in the Provincial Court, the Crown prosecutor conceded that the moose had been taken by Frank on land to which Indians have access by virtue of section 12 of the Agreement, but argument centered around the interpretation of the section. The Crown contended that the phrases "Indians of the Province" and "Indians within the boundaries thereof" meant the same thing—that is, Indians resident in the province of Alberta. It was further contended by the Crown that the phrase "the said Indians" referred only to resident Indians and that they were the only ones to whom hunting rights were accorded by the Agreement. Since Frank was a resident of Saskatchewan, not Alberta, the Crown argued that he was not an Indian contemplated by the Agreement and that, therefore, he was not protected by it and was subject to the provisions of the Alberta *Wildlife Act*, by operation of section 88 of the *Indian Act*.

Provincial Court Judge Shamchuck rejected this argument, holding that the phrase "Indians within the boundaries thereof" could not be restricted to Indians resident in Alberta, but must be extended to cover any Indian physically within the boundaries of the province, whether

resident or not. By this reasoning, he acquitted Frank.

The decision was appealed to the Alberta Supreme Court, Appellate Division, by the Crown, where it was held that to open up the right to hunt for food to *all* Indians, and not just those resident in the province, would operate to defeat the purpose of section 12 of the Agreement, which is to secure to the Indians of the province a continued supply of game. The Appellate Division, therefore, reversed the lower court decision and convicted Frank.

Frank appealed to the Supreme Court of Canada, contending that the view of the Provincial Court had been the correct one. The Supreme Court agreed. In delivering the decision of the Court, Justice Dickson said, in part:

"I do not think "Indians of the Province" and "Indians within the boundaries thereof" refer to the same group. The use of different language suggests different groups. In my view, "Indians of the Province" means Alberta Indians."

The words, "Indians within the boundaries", on the other hand, refer to a larger group, namely, Indians who, at any particular moment, happen to be found within the boundaries of the Province of Alberta, irrespective of normal residence. All persons forming part of this latter group are subject to the game laws in force at any given time in that Province but with the right of hunting, trapping and fishing game and fish for food at all seasons of the year on unoccupied Crown lands and on any other lands to which the Indians may have a right of access. The words "Indians within the boundaries" means *all* Indians within the boundaries of Alberta, and not just *some* of the Indians within such boundaries."

This interpretation avoids the ludicrous situation of a non-resident Indian, whose rights were a subject of a treaty, being deprived of those rights on lands covered by the treaty while, at the same time, being denied the protection of those rights under the federal/provincial Agreement.

Names in the News

Jay Silverheels, Tonto on the old Lone Ranger TV series, is suing a Los Angeles Hospital for malpractice. The suit claims Silverheels has been unable to work as an actor as a result of poor treatment he received for a stroke . . . **George Manuel**, president of the UBCIC has urged Indians to ignore federal fishery regulations and write their own . . . **Bob Holmes**, PC Indian Affairs critic said that the government should shelve its plans to change women's status under the Indian Act until the issue can be studied by a Parliamentary Committee . . . **Bud Cullen**, Employment and Immigration Minister, speaking at the annual assembly of the Native Council of Canada said that his department is making a special allocation of \$18.6 million in its 1978-79 Canada Works program for projects designed to create jobs for native people . . . **George Brown**, the man who set up the Burns Lake Native Development Corp. and the Burns Lake Community Development Association with \$2 million in grants and guarantees from the former NDP government has resigned for personal reasons . . . **Tony Belcourt**, honorary president of the Native Council of Canada, said that native people have an important role in the drafting of a new constitution. "We can't just leave it to Trudeau and Levesque to decide the future of the country", he said . . . **Howard Green**, a teacher is frustrated with the white school system to the point that he is determined to change it. He recently presented a proposal to the Calgary Board of Education calling for an alternate school catering to Indians. If approved, the school will be the first of its kind in Alberta and the second in Canada . . . **René Lévesque** said that Québec will give more financial and moral support to the provinces native peoples. His government is committed to getting rid of the old hangups based on ignorance and distrust, he said . . . **Joe Dion**, president of the Indian Association of Alberta, says Alberta Indian bands with oil, gas or other energy resources are considering establishing a cartel to control them . . . **Harold Cardinal**, former head of the Indian affairs department in Alberta, has been hired by the Peigan Indian Band to negotiate their Oldman River claim with the provincial government . . . **Lawrence Courtoile**, chief of the Fort Chipewyan Cree band says it isn't right that residents who order vegetables or flour are being charged \$14 a hundredweight for shipping but when they order liquor the government pays the fare . . . **Rod Brown**, an assistant deputy minister of Indian Affairs, said the Saskatchewan region has a history of overexpenditure, but never before had it been as high as \$14 million. This was concerning the grilling Indian Affairs received over the department's overspending last year in that province . . . **Harry Daniels**, said that the government is wasting as estimated \$150 million a year on development programs that are doing nothing to help poverty-stricken native communities . . .

Les Indiens et la loi Alex Frank vs La Reine

Par BILL BADCOCK

Le 31 mai 1977, la Cour Suprême du Canada a rendu une décision qui s'appliquait à la fois à la présente cause et à celle de *Kruger — Manuel*; elle établit le rôle que jouent les limites provinciales et la province de résidence sur le droit accordé aux Indiens, assujettis aux traités, de chasser pour assurer leur subsistance.

William T. Badcock, Indien non inscrit de descendance mohawk, a fréquenté l'Université Queen's, à Kingston, Ontario de 1973 à 1976, année où obtint son baccalauréat en Droit. Il fut admis au Barreau de l'Ontario en avril 1978.

Alex Frank, l'appelant dans cette cause, est un Indien dont le lieu de résidence habituel était, à l'époque, la réserve de Little Pine, située près de North Battleford (Saskatchewan), et dont les droits de chasse déroulaient d'une des clauses du Traité n° 6. En janvier 1974, il fut arrêté près de Nordegg (Alberta), en possession d'un orignal qu'il avait tué pour se nourrir; on l'a accusé de possession illégale de viande d'orignal, invoquant une disposition de l'*Alberta Wildlife Act* (Loi sur la conservation de la faune de l'Alberta). M. Frank chassait alors sur des terres consenties par le Traité n° 6 conclu en 1876 et visant un territoire d'environ 121 000 milles carrés qui s'étendait de la limite actuelle du Manitoba et de la Saskatchewan, à l'est, jusqu'aux Montagnes Rocheuses à l'ouest et comprenait environ un tiers des provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan.

Pour bien comprendre les arguments soulevés au procès de M. Frank, il est nécessaire d'étudier le libellé de la Loi et celui des ententes invoquées par l'avocat.

Le Traité n° 6 contient plusieurs clauses dont l'une dit en substance:

"De plus, Sa Majesté reconnaît aux Indiens le droit de poursuivre leur occupation de chasse et de pêche sur tout le territoire accordé et décrit ci-dessus, sous réserve des dispositions que peut prendre en tout temps le gouvernement de son Dominion du Canada."

Aux termes de cet engagement, le Parlement canadien a convenu de respecter le droit des Indiens de chasser sur tout le territoire protégé par le Traité, sous réserve de toute disposition que pourrait prendre le gouvernement fédéral.

En 1905, l'Alberta et la Saskatchewan ont été constituées en provinces, mais les terres de la Couronne relevaient du gouvernement fédéral, et les droits des Indiens reconnus par le Traité n° 6, dans l'une ou l'autre province, restaient les mêmes. Toutefois, en 1929, des ententes désignées sous le nom de *Natural Resources Transfer Agreements* (Ententes de transfert des ressources naturelles) ont été conclues entre le gouvernement fédéral et les gouvernements de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba; les intérêts qu'avait le gouvernement fédéral dans toutes les terres de la Couronne situées en territoire pro-

vincial passaient aux provinces.

L'article 12 de chacune de ces ententes dit en substance: 12. Afin d'assurer aux Indiens de la Province la continuité de l'approvisionnement en gibier et en poisson nécessaire à leur subsistance, le Canada reconnaît que les lois relatives au gibier, en vigueur dans la Province, doivent en tout temps s'appliquer aux Indiens qui se trouvent à l'intérieur desdites frontières, à condition toutefois que lesdits Indiens aient le droit, que la Province leur garantit par la présente, de chasser, de piéger et pêcher pour leur subsistance, en toute saison, sur les territoires inoccupés de la Couronne ou toutes les autres terres auxquelles lesdits Indiens peuvent avoir droit d'accès.

Ainsi qu'il a été affirmé dans la cause *Kruger — Manuel*, la législation provinciale sur la conservation de la faune s'applique à la province et par conséquent aux Indiens, en vertu de l'article 88 de la *Loi sur les Indiens*, à moins que lesdites lois sur la conservation de la faune ne soient en contradiction avec la *Loi sur les Indiens*, les dispositions de tout traité ou toute autre loi du Parlement canadien. Il appert, par conséquent, que M. Frank ne tomberait pas sous le coup de l'*Alberta Wildlife Act*, à condition de pouvoir invoquer soit les clauses du Traité n° 6, soit les dispositions de l'article 12 de l'*Alberta Natural Resources Transfer Agreement*. Aux fins de règlement de la présente cause, les différences essentielles entre le Traité n° 6 et l'Entente de transfert sont les suivantes:

1. Aux termes du Traité, le droit de chasse ne portait aucune restriction, alors que les dispositions de l'Entente limitaient le droit de chasse de l'Indien au gibier nécessaire pour assurer sa subsistance.

2. Aux termes du Traité, ce droit ne s'appliquait qu'à environ un tiers de la province (le territoire consenti par le Traité), alors que les dispositions de l'Entente étendaient le droit à toute la province. Toutefois, dans la présente cause, les différences sont sans importance puisque M. Frank chassait pour assurer sa subsistance sur un territoire visé à la fois par le Traité et l'Entente.

Lors du procès devant la Cour provinciale, le procureur de la Couronne a admis que M. Frank avait chassé l'orignal sur des terres auxquelles les Indiens avaient accès, en vertu de l'article 12 de l'entente, mais le point litigieux portait sur l'interprétation de l'article. La Couronne alléguait que les expressions "Indiens de la province" et "Indiens se trouvant à l'intérieur desdites frontières" avaient la même signification, c'est-à-dire Indiens habitant la province de l'Alberta. La Couronne soutenait également que les mots "lesdits Indiens" ne visaient que les Indiens résidant dans la province et que ces derniers étaient les seuls à qui l'Entente concédait des droits de chasse. Comme M. Frank demeurait en Saskatchewan, non en Alberta, le procureur de la Couronne soutenait qu'il n'était pas un Indien soumis aux

termes de l'Entente, que par conséquent il ne jouissait pas de la protection de ladite Entente et qu'il tombait sous la coup des dispositions de l'*Alberta Wildlife Act*, par l'application de l'article 88 de la *Loi sur les Indiens*.

Le juge Shamchuck de la Cour provinciale a rejeté cette allégation, soutenant que les mots "Indiens se trouvant à l'intérieur desdites frontières" ne pouvaient se limiter aux Indiens habitant l'Alberta, mais qu'on devait entendre par là tout Indien qui se trouvait à l'intérieur des frontières géographiques de la province, qu'il y réside ou non. En foi de quoi, il a acquitté M. Frank.

La Couronne en a appelé de cette décision devant la Cour Suprême de l'Alberta, alléguant que si le droit de chasser pour assurer sa subsistance était étendu à tous les Indiens, et non pas uniquement à ceux qui résident dans la province, on viendrait à l'encontre de l'objet de l'article 12 de l'Entente, lequel vise à assurer aux

Indiens de la province un approvisionnement constant en gibier. Par conséquent, la Division des appels a renversé la décision d'une instance inférieure et condamné M. Frank.

L'appelant a interjeté appel devant la Cour suprême du Canada, soutenant que la décision de la Cour provinciale était juste. Le Cour suprême a acquiescé. En rendant sa décision, le juge Dickson a déclaré en partie:

Je ne crois pas que les expressions "Indiens de la Province" et "Indiens se trouvant à l'intérieur desdites frontières" visent le même groupe. Les deux formulations donnent à penser qu'il s'agit de groupes différents. A mon avis l'expression "Indiens de la Province" signifie Indiens de l'Alberta. D'un autre côté, la phrase "Indiens se trouvant à l'intérieur desdites frontières" renvoie à un groupe plus

(suite à la page 8)

Mentions honorables et autres...

L'acteur Jay Silverheels, le Tonto de la série de télévision *Lone Ranger*, vient d'intenter une poursuite à un hôpital de Los Angeles. Silverheels soutient qu'il est incapable de travailler comme acteur à cause des piètres soins qu'il a reçus à la suite d'une hémorragie cérébrale... George Manuel, président de l'UBCIC, exhorte les Indiens à balancer les règlements fédéraux relatifs aux pêches et à rédiger leurs propres règlements... Le critique progressiste conservateur des Affaires indiennes, Bob Holmes, dit que le gouvernement devrait abandonner l'idée de modifier le statut de la femme aux termes de la Loi sur les Indiens tant que la question n'aura pas été étudiée par un comité parlementaire... Bud Cullen, ministre de l'Emploi et de l'Immigration, a profité de l'Assemblée annuelle du Conseil des Autochtones du Canada pour annoncer que son Ministère verserait une allocation spéciale de \$18600000 à son programme de 1978-1979 de "Canada au travail" pour la mise en oeuvre de projets visant à créer des emplois pour les Autochtones... George Brown, celui qui a mis sur pied la Burns Lake Native Development Corporation et la Burns Lake Community Development Association à l'aide de subventions et de garanties de l'ordre de \$2,000,000 obtenues de l'ancien gouvernement NPD, a démissionné pour des raisons personnelles... Tony Belcourt, président honoraire du Conseil des Autochtones du Canada, a dit que les Autochtones ont un rôle important à jouer dans la rédaction d'une nouvelle constitution. "Nous ne pouvons simplement pas laisser à Trudeau et à Lévesque le soin de décider de l'avenir du pays," a-t-il dit... Howard Green, se dit frustré du régime scolaire des Blancs au point de vouloir le changer. En sa qualité d'enseignant, il a présenté récemment une proposition à la Commission scolaire de Calgary visant l'établissement d'une école de recharge pour s'occuper des Indiens. Si le projet est adopté, l'école sera la première de son genre en Alberta et la deuxième au Canada... René Lévesque dit que le Québec accordera davantage d'appui financier et moral aux Autochtones de la province. Son gouvernement s'est engagé à mettre au rancart les vieilles méthodes fondées sur l'ignorance et la méfiance, a-t-il dit... Joe Dion, président de l'Association des Indiens de l'Alberta, dit que les bandes indiennes de la province qui possèdent des ressources pétrolières, gazières ou autres songent à établir un cartel...

Harold Cardinal, l'ancien directeur des Affaires indiennes en Alberta, a été embauché par la bande indienne Peigan pour négocier avec le gouvernement provincial la revendication de la bande au sujet de la rivière Oldman... Lawrence Courtoreille, chef de la bande Crise de Chipewyan, dit qu'il n'est pas juste que les résidants de la bande qui commandent des légumes ou de la farine aient à payer des frais d'expédition de \$14 les 100 livres alors que, lorsqu'ils commandent de la boisson, le gouvernement en défraie le transport... Rod Brown, sous-ministre adjoint aux Affaires indiennes, dit que la région de la Saskatchewan a maintes fois excédé son budget, mais que c'est la première fois qu'elle le dépasse de \$14,000,000. Cette déclaration a été faite lors de l'interrogatoire que le ministère a subi au sujet de son déficit de l'an dernier dans cette province... Harry Daniels dit que le gouvernement gaspille quelque \$150,000,000 par année en programmes de développement qui n'aident en rien les collectivités autochtones les plus démunies...

I wear the Morning Star

by Howard Bernard

OTTAWA — In 1889 in the State of Nevada there emerged from the dream of a Paiute prophet a new religion — the Ghost Dance. In this dream Wovoka saw the Great Spirit walking in a beautiful green land, plentiful with buffalo and game.

Born out of desperation, this religion was the Indian's last desperate grasp at a better life. It was to be a source of inspiration and hope to many tribes across the U.S.A.

The Great Spirit gave Wovoka a new dance, songs, and prayers to take back to his people. He told Wovoka that if Indians would dance the Ghost Dance, one day they would share the world he had seen in his dream.

The National Museum of Man is currently holding an exhibition that focuses on this religion, the dress and customs attached to it.

Clothing and artifacts used during the Ghost Dance ritual, created by Arapaho, Cheyenne, Kiowa, Pawnee and Sioux around 1890, have been brought together by Ellen Bradbury of the Minneapolis Institute of Arts. The artifacts, consisting mainly of shirts and dresses, have been loaned to the exhibition from museums and private collections throughout the U.S.A.

Although the decorations of the sun, the moon, birds and stars symbolizing rebirth are beautiful, the history of the Ghost Dance is as rich and colourful as the garments on display.

Wovoka's vision inspired a belief for a better world for the Indians — a paradise abundant with tall grass, ample buffalo, a promised reunion with long dead relatives and a world where the Indian once more reigned over the land.

To invoke the visions, Wovoka told his followers to have a dance that lasted five days; to dance four successive nights and on the last night, to dance until the sunrise of the next, the fifth day. On the morning of the fifth day, the dancers were to bathe and return home. This ceremony and its accompanying

Food for Thought

Figures tabled in the Commons show that Indians are not the only beneficiaries in efforts to settle Native Land Claims.

1.2 million dollars went to legal and consultant fees for settlement of the James Bay claims in northern Quebec. Another 535,000 dollars in similar fees was paid by Indians in their claim against the Nelson River Power Project in northern Manitoba.

These figures do not include fees paid in the last twelve months.

Conditions "unacceptable" (continued from page 5)

the Indian Act but cannot support yet another study of the matter. He indicated it is his responsibility to put forward suggested revisions.

The Act no longer reflected the needs and interests of the Indian people, nor did it reflect the proper role of the minister. The last time it had been amended was in 1950.

Faulkner denied the government is continuing to follow the assimilation policy proposed in the 1969 white paper on Indian Affairs. That paper

feast was to be repeated every six weeks.

Ghost Dancing spread rapidly through the country and as each tribe adopted the religion to its own needs and habits, variations arose in the ceremony and the garments.

Tribes such as the Arapaho, Cheyenne and Kiowa, made their shirts and dresses from animal skins decorated with quillwork, beads, feathers, bones and fur. Sioux Ghost Dancers used cotton or muslin cloth which was also painted and decorated with feathers and bone.

In decorating his shirt, the Ghost Dancer might have illustrated the sun, moon, stars, or birds such as the eagle or crow believed to carry messages from heaven. Turtles from the old Arapaho legends appear on that tribe's garments, while the Sioux often chose delicate butterflies and dragonflies.

Kicking Bear, a Sioux leader who visited Wovoka in Nevada, returned to the Dakotas convinced that the Ghost Dance shirts were bullet-proof and that they would make the wearer invulnerable to bullets. Dressed in a Ghost Dance shirt, one of his warriors tested the belief. The unnamed warrior rode untouched through a hail of bullets at Standing Rock reservation.

Two weeks later, December 29, 1890, the "bullet-proof" shirts failed and most of the men, women and children of that Sioux tribe died under the guns of the United States Army at Wounded Knee.

Years later Black Elk said: "And I can see that something also died there in the bloody mud and was buried in the blizzard. A people's dream died there. It was a beautiful dream."

But the dream lives on even after Wounded Knee. The dances are still performed, the songs sung and the legends retold.

I Wear the Morning Star which opened on June 14 continues until September 4 at the Museum of Man on Metcalfe Street in Ottawa. This will be its only Canadian appearance.



NATURAL HISTORY NOTEBOOK

PRESENTED BY: THE NATIONAL MUSEUM OF NATURAL SCIENCES, OTTAWA



National Museums Canada

COMMON Nighthawk CHORDEILES MINOR

(6)

The Common Nighthawk is easily recognizable all across southern Canada as it flies high over city streets and roof tops, or open country areas on summer evenings.



A hollow, booming sound* is produced by the wings as the bird pulls out of a steep dive while in pursuit of flying insects. Nighthawks catch mosquitoes, flying ants and other insects on the wing. Their enormous mouths, with surrounding bristles, are ideally suited for aerial capture.

Nighthawks build no nests, but lay their eggs on the ground, or, in cities, on flat gravel rooftops.

*LOOK AND LISTEN FOR NIGHTHAWKS OVER THE CITY SOME EVENING IN THE SUMMER.

Je porte l'étoile du matin

Par HOWARD BERNARD

OTTAWA — En 1889, dans l'État du Nevada, prit naissance une nouvelle religion, la Danse des fantômes, issue du songe d'un prophète paiute. Dans son rêve, Wovoka avait vu le Grand Esprit marcher sur une belle terre verte, pleine de bisons et de gibier.

Née du désespoir, cette religion fut la dernière tentative des Indiens d'accéder à une vie meilleure. Elle devait être une source d'inspiration et d'espoir pour de nombreuses tribus à travers les États-Unis.

Le Grand Esprit enseigna à Wovoka une nouvelle danse, des chants et des prières à rapporter à son peuple, et lui dit que si les Indiens exécutaient la Danse des fantômes, ils partageraient un jour le monde que Wovoka avait vu dans son rêve.

Le Musée national de l'Homme présente en ce moment une exposition portant sur cette religion, ainsi que sur les vêtements et les coutumes qui s'y rattachent.

Ellen Bradbury, du Minneapolis Institute of Arts, a réuni des costumes et des objets rituels de la Danse des fantômes, d'origine Arapaho, Cheyenne, Kiowa, Pani et Sioux, et datant de 1890 environ. Les articles, surtout des chemises et des costumes, ont été prêtés par des collections privées des États-Unis.

Les décos représentant le soleil, la lune, des oiseaux et des étoiles, symboles de la réincarnation sont très jolies, et l'histoire de la Danse des fantômes est aussi riche et colorée que les vêtements exposés.

La vision de Wovoka insuffla aux Indiens une croyance en un monde meilleur: un paradis de prairies luxuriantes peuplées de bisons, où les Indiens retrouveront leurs ancêtres et sur lequel ils règneront à nouveau.

Pour invoquer la vision, Wovoka dit à ses fidèles de danser pendant cinq jours, soit pendant quatre nuits successives et, la dernière nuit, jusqu'au lever du soleil. Le matin du cinquième jour, les danseurs devaient se baigner et retourner chez eux. Cette cérémonie et la fête qui l'accompagnait devaient être répétées toutes les six semaines.

Mercure (suite de la page 3)

fédéral-provincial d'un an visant à étudier différentes méthodes de réduction du mercure dans le bassin des rivières des Anglais et Wabigoon, dans le nord de l'Ontario.

"Les chercheurs espèrent ainsi trouver un moyen de combattre l'absorption du mercure par les poissons et le monde marin", a ajouté le ministre.

Juge Hogg (suite de la page 2) moins grave qu'on ne l'a prétendu. En outre, s'il n'en dépendait que de lui, il y aurait quatre cellules au lieu de deux.

Le poste de Manitowaning, qui se compose de huit agents blancs, assistés de cinq Indiens, est chargé de maintenir l'ordre dans la réserve dont la population est d'environ 3 000 habitants.

La danse des fantômes se répandit rapidement à travers le pays et chaque tribu qui embrassa la nouvelle foi apporta à la cérémonie et aux vêtements rituels des modifications reflétant ses propres besoins et habitudes.

Les Arapahos, les Cheyennes et les Kiowas façonnaient leurs chemises et costumes avec des peaux garnies de piquants, de perles, de plumes, d'os et de fourrures. Les danseurs Sioux portaient des costumes en coton ou en mousseline peints et ornés de plumes et d'os.

Les décos exécutés sur les chemises des danseurs pouvaient symboliser le soleil, la lune, les étoiles ou des oiseaux comme l'aigle ou la corneille que l'on croyait être des messagers des dieux. Les tortues issues des légendes arapahos ornaient les costumes de cette tribu, tandis que ceux des Sioux étaient souvent décorés de papillons et de libellules.

Le chef Sioux Kicking Bear, ayant rendu visite à Wovoka dans le Nevada, retourna dans sa tribu du Dakota convaincu que les chemises de la Danse des fantômes étaient à l'épreuve des balles. Un guerrier de la réserve de Standing Rock en fit l'essai et chevaucha sans une éraflure à travers une pluie de balles.

Deux semaines plus tard, le 29 décembre 1890, à Wounded Knee, les chemises "pare-balles" ne purent protéger ceux qui s'en étaient parés et la plupart des hommes, femmes et enfants de la tribu Sioux périrent sous le tir des soldats de l'armée des États-Unis.

Beaucoup plus tard, Black Elk déclara: "Et je puis voir qu'une chose est également morte dans la boue sanglante et enterrée dans la tempête. Le rêve d'un peuple est mort ici. C'était un rêve magnifique."

Mais le rêve a survécu à Wounded Knee. Les danses sont encore exécutées, les chants entonnés et les légendes racontées.

L'exposition, intitulée "Je porte l'étoile du matin", se tient du 14 juin au 4 septembre au Musée national de l'Homme, rue Metcalfe, à Ottawa (seule ville canadienne prévue à son calendrier).

NOUVELLES INDIENNES

Publié avec l'aide du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Nouvelles indiennes est un mensuel distribué gratuitement aux Indiens et aux personnes intéressées aux activités des Indiens. Cette publication est préparée par des Indiens et se consacre aux nouvelles fournies par eux, aux articles qui leur sont destinés ou encore qui concernent les Indiens et les communautés autochtones. Les textes qui paraissent dans ce journal peuvent être reproduits en mentionnant la source. Les opinions émises ne sont pas nécessairement celles du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Les lecteurs sont invités à faire valoir leurs points de vue dans nos pages sous forme de lettres à l'éditeur.

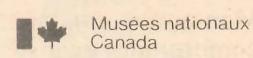
Howard Bernard - Rédacteur

400 ouest, avenue Laurier.
Pièce 351.
Ottawa, K1A 0H4
995 6386



CARNETS D'HISTOIRE NATURELLE

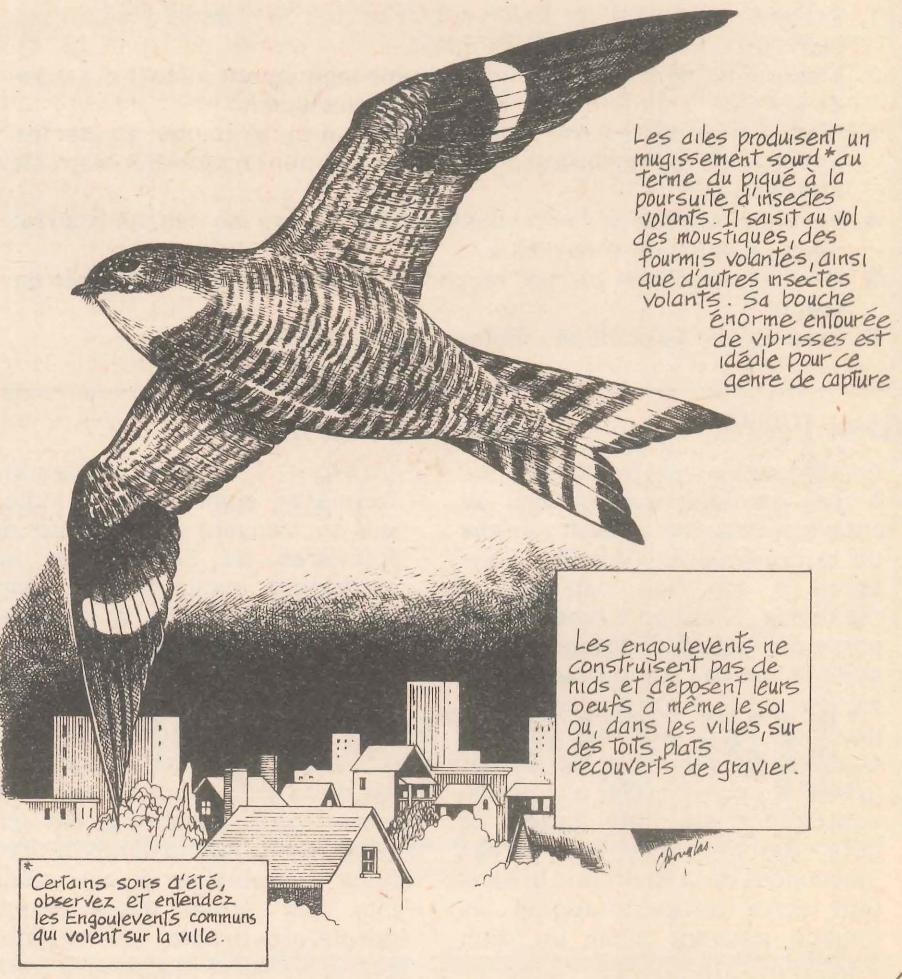
PRÉSENTÉS PAR: LE MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES NATURELLES, OTTAWA



ENGOULEVENT COMMUN

CHORDEILES MINOR

L'Engoulevent commun est facilement reconnaissable partout au Canada. L'été, il vole souvent haut dans le ciel au-dessus des rues et des toits ou dans les campagnes.



The Cooking Pot

WOODCHUCK MEAT PATTIES WITH TOMATO SAUCE

1 woodchuck
1 cup bread crumbs
1/4 cup chopped onion
1 teaspoon salt
1/8 teaspoon pepper
2 eggs
4 tablespoons fat
1 cup catsup
1/4 teaspoon Worcestershire sauce
1/2 cup water

1. Skin and clean woodchuck. With a sharp knife, cut the meat from the bones and grind.
2. Add 1/2 cup crumbs, onion, salt, pepper, one beaten egg, and 1 tablespoon melted fat. Mix thoroughly.
3. Shape into patties, then dip each patty into the beaten egg, then into the rest of the crumbs.
4. Melt fat in heavy fry pan, add the patties, and cook until golden brown. As each patty is browned, place it in a greased casserole.
5. When all the patties have been browned, add the catsup and Worcestershire sauce and water to the pan drippings, heat to get all the bits from the pan, then pour over the patties in the casserole.
6. Bake in 325°F. oven for 1 hour. Serves 6.



SMOTHERED MUSKRAT AND ONIONS

1 muskrat
1 tablespoon salt
1 quart water
1 1/2 teaspoons salt
1/4 teaspoon paprika
1/2 cup flour
3 tablespoons fat
3 large onions, sliced
1 cup sour cream

1. Skin and clean muskrat, remove fat, scent glands and the white tissue inside each leg.
2. Soak muskrat overnight in a weak brine solution of 1 tablespoon salt to 1 quart water. Drain, disjoint and cut up.
3. Put flour, salt and paprika in a paper bag. Add muskrat pieces and shake until each piece is well coated.
4. Melt fat in a heavy fry pan, add the muskrat pieces and sauté slowly until browned.
5. When meat is browned, cover with onions, sprinkle with salt and pour the cream over.
6. Cover fry pan tightly and simmer for 1 hour. Serves 4.

Treaty Indian Tradesman

BROCKET, ALTA. — A member of the Peigan band has become the first Treaty Indian in southern Alberta to receive his carpenter journeyman certificate and become a qualified tradesman.

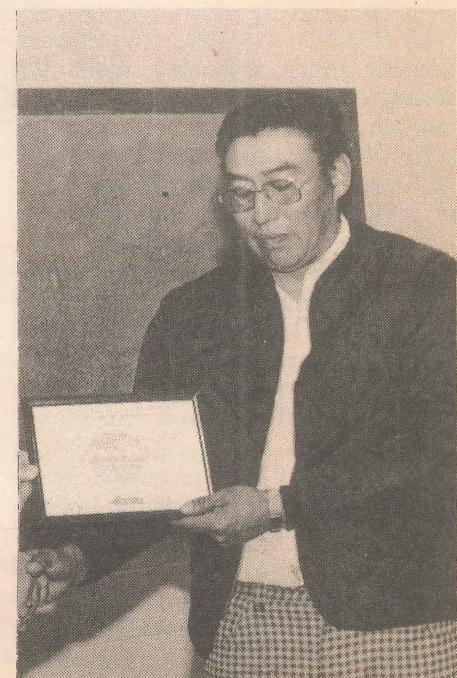
Thomas Yellowhorn of Brocket, 81 km west of Lethbridge, was presented with his journeyman papers by Gordon Alexander of Edmonton, chairman of Alberta's Apprenticeship and Trade Certification Board.

Commenting on the presentation, Dr. A. E. Hohol, Minister of Alberta Advanced Education and Manpower said that "the strides made by Alberta's native peoples in the areas of technical training and skilled employment in the past few years have made the province's apprenticeship program a growing success both on and off the reserves."

In making the presentation, Alexander said that being a carpenter himself, he knew that Yellowhorn had to work hard to be able to pass the trade tests. "I would be most happy to return to your reserve in the future to present the first Completion of Apprenticeship Certificate. The work the department is doing now can most certainly lead to this", he added.

Planned trade training by the Apprenticeship and Trade Certification sector of Alberta Advanced Education and Manpower is available for 39 trades, ranging from agricultural mechanic to welder.

A normal apprenticeship for carpenters consists of on-the-job training and technical instruction each year for four years. A prospective apprentice must be at



Thomas Yellowhorn

least 16 years of age and have a basic minimum education or pass a prescribed entrance examination.

To become an apprentice, an applicant must find an Alberta employer willing to act as a sponsor in a designated trade. Work experience is then provided by the employer, while technical instruction is offered by Alberta Advanced Education and Manpower through Lethbridge Community College, Keyano, Fairview, Olds and Lakeland Colleges.

Hohol commented that "the ever-growing attraction to an education which permits students to earn while they learn is a positive step toward easing the high unemployment in our native communities."

Food for thought

"If the civilizing process to which Indians have been subjected for so many years had been accompanied by success, they have surely by this time arrived at a sufficiently enlightened condition to be emancipated from the state of pupilage in which they have been maintained; If, on the other hand, the process has been inadequate to achieve the desired end, it has been long enough in unsuccessful operation to warrant the adoption of some method of procuring this result."

— Lord Elgin, Governor General of Upper Canada (1800)

Manitoba's "Indian Village" a success

By DAGMAR JANSEN

Is there a future for Native arts and crafts? The growing success of the Manitoba Indian Village, a native-owned Winnipeg store would suggest that native crafts will survive as long as people with talent have ideas and the desire to create.

The Village, aside from carrying what is perhaps the largest variety of quality native crafts in Canada, also supplies raw materials such as leather and beads.

Store owner Elizabeth Young hopes that making raw materials more accessible the Village will be able to revitalize the industry. Her scheme is to draw on the talents of

master craftspersons and provide them with take-home kits containing raw materials.

For those who would like to work within groups, learn different skills and exchange ideas, the Village hopes to get a workshop underway with the help of the government.

Aside from learning how to make necklaces, artists can find out from the store the type of prices they can expect to sell at and the types of things that sell well.

Children's slippers, necklaces and tourist items sell so well the store has trouble keeping them in stock.

For people starting out, Young suggests it is best to make small, inexpensive souvenir items of a useful nature. These types of things move well and help a craftsperson establish a name. The more expensive items, such as leather jackets, will sell more easily once a reputation has been established.

All items, big and small, sell on quality.

Quality items to be found at the store right now range from Navaho turquoise jewelry to Island Lake Indian stone carvings to award-winning mukluks.

INDIAN NEWS

The Indian News is published with the assistance of the Department of Indian and Northern Affairs for free distribution to Indian and others interested in Indian activities. This monthly publication, edited by Indians, is devoted to news of, for and about Indians and Indian communities. Articles may be reproduced but credit would be appreciated. Opinions contained in these pages are not necessarily those of the Department. Free expression of viewpoint is invited.

Howard Bernard — Editor

400 Laurier Ave. West
Room 351
Ottawa, K1A 0H4. 995 6386

La marmite indienne

CROQUETTES DE MARMOTTE À LA SAUCE TOMATE

1 marmotte
1 tasse de panure
1/4 tasse d'oignons hachés
1c. à thé de sel
1/8 c. à thé de poivre
2 oeufs
4 c. à table de graisse
1 tasse de ketchup
1/4 c. à thé de sauce Worcester
1/2 tasse d'eau

- Écorcher et vider la marmotte. Désosser la viande avec un couteau bien aiguisé et hâcher menu.
- Ajouter 1/2 tasse de panure, l'oignon, le sel, le poivre, 1 oeuf battu et 1 c. à table de graisse fondu. Mélanger bien
- Façonner en croquettes et passer dans l'oeuf battu, puis dans le reste de la panure.
- Fondre la graisse dans une épaisse poêle à frire; ajouter les croquettes et cuire jusqu'à ce qu'elles soient bien dorées. Les mettre au fur et à mesure dans une cocotte graissée.
- Quand toutes les croquettes sont dorées, ajouter au jus de cuisson le ketchup, la sauce Worcester et l'eau, chauffer pour récupérer tous les restes et verser sur les croquettes dans la cocotte.
- Cuire une heure, au four à 325°F. Six portions.



RAT MUSQUÉ À LA CRÈME

1 rat musqué
1 c. à thé de sel
1 pinte d'eau
1 1/2c. à thé de sel
1/4 c. à thé de paprika
1/2 tasse de farine
3 c. à table de graisse
3 gros oignons en tranches
1 tasse de crème sure

- Écorcher et vider le rat musqué, ôter le gras, le glandes à musc et le blanc à l'intérieur de chaque cuisse.
- Macérer toute la nuit dans une solution légèrement salée (1 c. à table de sel pour 1 pinte d'eau). Égoutter et découper.
- Mettre la farine, le sel et le paprika dans un sac en papier; ajouter les morceaux de rat musqué et agiter jusqu'à ce que chaque morceau soit bien enrobé.
- Fondre la graisse dans une poêle à frire; ajouter les morceaux de rat musqué et brunir à feu doux.
- Une fois la viande brunie, recouvrir d'oignons, saler et napper de crème.
- Bien couvrir la poêle et mijoter 1 heure. Quatre portions.

Premier compagnon indien

BROCKET (ALB.) — Un membre de la bande Peigan est devenu le premier Indien du sud de l'Alberta assujetti aux traités à recevoir un certificat de compagnon menuisier et ainsi à devenir homme de métier qualifié.

M. Thomas Yellowhorn, de Brocket, à 81 km à l'ouest de Lethbridge, a reçu son certificat des mains de M. Gordon Alexander, d'Edmonton, président de l'*Alberta's Apprenticeship and Trade Certification Board*.

Commentant l'événement, M. A.E. Hohol, ministre albertain de l'Enseignement supérieur et de la Main-d'œuvre, a déclaré en substance que les progrès accomplis ces dernières années par les Autochtones de l'Alberta dans les domaines de la formation technique et de l'emploi spécialisé ont contribué au succès grandissant du programme provincial d'apprentissage dans les réserves et dans la province.

Dans son allocution, M. Alexander, lui-même menuisier, a dit savoir combien M. Yellowhorn avait dû travailler dur pour réussir les épreuves de qualification. "Je serais très heureux de revenir dans votre réserve pour y remettre le premier certificat d'apprentissage. Le programme du ministère à cet effet me le permettra sans doute" a-t-il ajouté.

Le programme de formation professionnelle du Service de l'apprentissage et de l'accréditation professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Main-d'œuvre de l'Alberta englobe 39 métiers, de mécanicien d'appareils agricoles à soudeur.

L'apprentissage normal d'un menuisier consiste en une période annuelle de formation en cours d'emploi suivie d'un cours technique de quatre ans. Un apprenti doit être



Thomas Yellowhorn

âgé d'au moins 16 ans et avoir une formation scolaire de base, ou réussir un examen d'entrée.

Pour devenir apprenti, le candidat doit trouver un employeur prêt à le parrainer dans un métier donné. Cet employeur lui permettra d'acquérir une expérience pratique, tandis que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Main-d'œuvre, par l'intermédiaire du collège de Lethbridge et des collèges Keyano, Fairview, Olds et Lakeland, lui donnera les cours de formation technique nécessaires.

D'après le ministre Hohol, l'attrait croissant des cours de formation permettant à l'étudiant de combiner gagne-pain et instruction est un pas de plus vers l'allégement du chômage chronique dont sont victimes les collectivités autochtones.

Débat (suite de la page 5)

100 des détenus dans les prisons fédérales; dans certaines prisons provinciales, ce taux peut parfois atteindre 90 p. 100.

"La situation est très grave" poursuit M. Orlikow.

Parlant au nom du Nouveau Parti Démocratique, il a appuyé la motion du député conservateur, mais a exprimé des réserves sur la participation du Sénat au sein de ce comité, car le NPD est voué à l'abolition de cette institution.

Le Crédit social a également appuyé la motion.

Les progressistes conservateurs ont dit avoir déposé cette proposition à titre de suggestion et ne pas vouloir en faire une motion de censure.

Le ministre des Affaires indiennes, M. Hugh Faulkner, s'est dit disposé à modifier la Loi sur les Indiens, mais il ne peut être question selon lui d'une autre étude à ce sujet. Il a fait remarquer qu'il était de sa responsabilité d'avancer des propositions de modification relativement à cette loi qui ne reflète plus les besoins et intérêts du peuple indien, non plus que le rôle du ministre. La dernière modification remonte à 1950.

Il a rejeté toute accusation selon laquelle le Gouvernement poursuit toujours sa politique d'assimilation proposée dans le Livre blanc de 1969 sur les affaires indiennes, lequel a d'ailleurs été rejeté par les représentants indiens. "Il n'est pas question d'assimilation, ce n'est pas notre objectif, ce n'est pas notre intention" a-t-il déclaré. Au moins trois ministres des Affaires indiennes ont désavoué récemment cette politique du Livre blanc de 1969, a-t-il ajouté en substance.

Le ministre Faulkner a réitéré sa promesse de radier de la Loi toute discrimination envers les Indiennes, même si l'on obtient pas l'assentiment unanime du peuple indien.

En effet, la Loi sur les Indiens prive les Indiennes de leurs droits lorsqu'elles épousent des non-Indiens. Ainsi, elles sont tenues de se départir de leurs biens, elles sont généralement expulsées de la réserve et exclues des structures de la bande, elles ne peuvent avoir de sépulture sur la réserve et leurs enfants sont également privés de leur statut d'Indiens.

Quant aux Indiens qui épousent des non-Indiennes, leurs droits restent intacts et leurs femmes et enfants acquièrent le statut d'Indiens.

Alex Frank

(suite de la page 6)

nombreux, à savoir, tout Indien qui, à un moment quelconque, se trouve à l'intérieur des frontières de la province de l'Alberta, sans égard à son lieu habituel de résidence. Toute personne faisant partie de ce dernier groupe est assujettie aux lois sur le gibier, loi en vigueur en tout temps dans ladite province, mais elle a le droit de chasser, de piéger et de pêcher (gibier et poisson) pour assurer sa subsistance en toute saison, et cela dans toutes les terres inoccupées de la Couronne et dans tout autre territoire auquel les Indiens peuvent avoir un droit d'accès. L'expression "Indiens se

trouvant à l'intérieur desdites frontières" signifie *tous* les Indiens qui se trouvent à l'intérieur des frontières de l'Alberta et non seulement quelques-uns d'entre eux qui demeurent à l'intérieur desdites frontières.

La présente interprétation évite qu'un Indien non résidant, dont les droits ont fait l'objet d'un traité, soit privé de la jouissance de ses droits sur des terres consenties par ledit traité et, qu'en même temps, il se voit refuser la protection de ces mêmes droits, aux termes d'une Entente fédérale-provinciale. La situation serait tout à fait ridicule.